



**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2008







**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2008

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2009

ISBN 978-92-9152-136-4

doi: 10.2803/244

© Communautés européennes, 2009

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Belgium*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

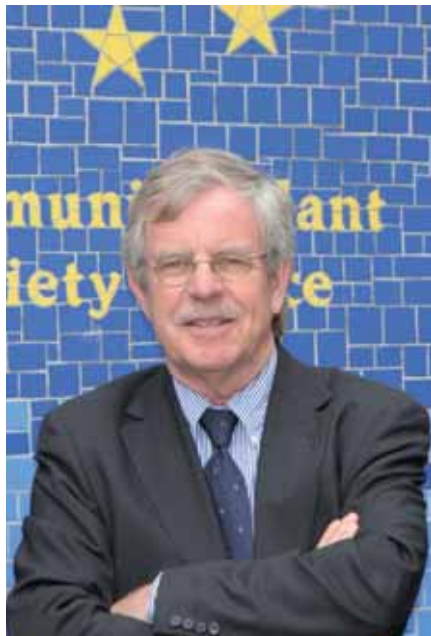
# TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. Introduction de Bart Kiewiet, président de l'OCVV</b>   | <b>5</b>  |
| 1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales  | 5         |
| 1.2. Application du droit d'obteneur  | 5         |
| 1.3. Coopération internationale   | 6         |
| 1.4. Service d'audit qualité  | 7         |
| 1.5. Exercice de calcul des coûts   | 7         |
| 1.6. Visite de la commissaire Vassiliou   | 8         |
| 1.7. Identité graphique   | 8         |
| <b>2. Avant-propos de Jože Ileršič, président du conseil d'administration</b>   | <b>9</b>  |
| 2.1. Introduction   | 9         |
| 2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur  | 9         |
| <b>3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales</b>  | <b>11</b> |
| <b>4. Le conseil d'administration</b>   | <b>13</b> |
| <b>5. Organisation de l'OCVV</b>  | <b>18</b> |
| <b>6. Programme multibénéficiaire sur la participation de la Turquie, de la Croatie et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine au régime de PCOV</b> | <b>22</b> |
| <b>7. Recherche et développement</b>  | <b>24</b> |
| <b>8. Budget et finances</b>  | <b>26</b> |
| 8.1. Recettes   | 26        |
| 8.2. Dépenses   | 26        |
| 8.3. Résultat de l'exercice financier et montant cumulé reporté de l'exercice précédent   | 27        |
| <b>9. Évolution du régime communautaire</b>   | <b>28</b> |
| 9.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales  | 28        |
| 9.2. Octroi des protections   | 38        |
| 9.3. Examens techniques   | 39        |
| 9.4. Agents de liaison techniques   | 50        |
| 9.5. Étude sur les semences de ferme  | 54        |
| <b>10. Développements dans le domaine informatique</b>  | <b>55</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>11. Contacts avec les organisations externes</b>   | <b>56</b> |
| 11.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA   | 56        |
| 11.2. Contacts avec l'UPOV  | 56        |
| 11.3. Contacts avec l'Organisation africaine<br>de la propriété intellectuelle (OAPI)                         | 57        |
| 11.4. Contacts avec l'OCDE  | 58        |
| 11.5. Autres contacts   | 58        |
| <b>12. Relations avec la DG Santé et consommateurs</b>  | <b>59</b> |
| 12.1. Comité permanent «Protection communautaire<br>des obtentions végétales»                                 | 59        |
| 12.2. Comité permanent «Semences et plants agricoles, horticoles<br>et forestiers»                            | 59        |
| 12.3. Comité permanent des matériels de multiplication<br>des plantes ornementales                            | 60        |
| 12.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication<br>et les plantes des genres et espèces de fruits | 60        |
| 12.5. Groupes de travail du Conseil de l'Union européenne   | 61        |
| <b>13. Accès du public aux documents de l'OCVV</b>  | <b>62</b> |
| <b>14. Rapport du délégué à la protection des données<br/>de l'OCVV</b>                                       | <b>63</b> |
| 14.1. Contexte juridique  | 63        |
| 14.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données   | 63        |
| 14.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2008  | 63        |
| <b>15. Procédures de recours de l'OCVV</b>  | <b>65</b> |
| 15.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV  | 65        |
| 15.2. Décisions de la Chambre de recours en 2008  | 66        |
| 15.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2008   | 68        |
| 15.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions prises<br>par la Chambre de recours depuis son entrée en fonction | 71        |

# 1. INTRODUCTION DE BART KIEWIET, PRÉSIDENT DE L'OCVV

## 1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales



Bart Kiewiet

L'année 2008 aura été une bonne année pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales: quelque 3 012 demandes de protection ont été enregistrées, ce qui constitue un nouveau record. Il convient toutefois de préciser que ce nombre de demandes n'est que légèrement supérieur (de l'ordre de 1 %) au nombre de demandes reçues en 2007. Il est difficile de dire si cette augmentation limitée des demandes est de nature structurelle ou si elle est due à la crise financière, dont les effets pour les économies européennes ont commencé à se faire sentir durant le second semestre de l'année visée par le présent rapport.

Le nombre de variétés protégées représente un autre indicateur de la performance de l'Office communautaire des variétés végétales (OCV). En 2008, le nombre total des protections communautaires des obtentions végétales en cours de validité a augmenté de plus de 1 000 pour atteindre 15 590 titres.

Le traitement des demandes, l'organisation des examens techniques, le processus décisionnel, la tenue du registre et la gestion des transactions financières correspondantes sont les activités principales des membres du personnel de l'OCV, qui s'efforcent d'améliorer autant que possible l'efficacité et l'efficience de leur travail.

Parallèlement à l'exécution de ces tâches essentielles, l'OCV a mis en place d'autres activités qui présentent un intérêt pour le bon fonctionnement du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Quelques exemples sont donnés ci-après.

## 1.2. Application du droit d'obteneur

S'il incombe au premier chef à leurs détenteurs de faire respecter les droits liés à la protection communautaire des obtentions végétales, cela ne signifie pas que l'OCV n'a aucun rôle à jouer à cet égard. Il va en effet de l'intérêt de l'OCV que les droits conférés par la protection communautaire des obtentions végétales soient opposables et respectés. L'OCV contribue de diverses manières à la force exécutoire du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Il le fait en premier lieu en octroyant des droits à partir d'une évaluation technique exhaustive des variétés candidates. Les nouvelles exigences de qualité que le conseil d'administration doit adopter pour les examens de distinction, d'homogénéité et de stabilité (examens DHS) dans la Communauté européenne devraient, si possible, encore améliorer la qualité des essais des variétés. L'OCV a par ailleurs mis en place – et continuera de mettre en place – diverses activités visant à sensibiliser les groupes cibles aux implications du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Certaines de ces activités sont évoquées ci-après.

### 1.2.1. Semences de ferme

Les obtenteurs de variétés de certaines espèces agricoles ont droit à une rémunération au titre de l'utilisation des semences de ferme de variétés protégées. La législation communautaire applicable laisse une certaine marge d'appréciation en ce qui concerne les modalités d'organisation de la perception de cette rémunération au niveau national. Dans un grand nombre d'États membres de l'Union européenne, le fait que les obtenteurs n'aient pas connaissance de l'utilisation de semences de ferme de leurs variétés par des agriculteurs

constitue, très souvent, un obstacle à la perception de cette rémunération. Néanmoins, dans certains pays tels que la République tchèque, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, des systèmes de recouvrement ont été mis en place sur la base d'accords passés entre des organisations d'obteneurs et d'agriculteurs et/ou d'une législation nationale spécifique.

Sur la demande et avec le concours financier de l'OCW, un membre du personnel du Bundessortenamt (Office fédéral allemand des variétés végétales), le Dr Hans-Walter Rutz, a réalisé une étude de la situation des semences de ferme dans la Communauté européenne. Cette étude a été finalisée au mois de décembre de l'année visée par le présent rapport. La question de son suivi sera examinée lors de la première réunion que le conseil d'administration tiendra en 2009. Un résumé du rapport final de l'étude est disponible au chapitre 9.5 du présent rapport.

### 1.2.2. Séminaires

En janvier, la Ciopora (Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée) a organisé, à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam, un séminaire à l'intention des agents des douanes d'un certain nombre d'États membres de l'Union européenne afin de les familiariser avec le régime de protection communautaire des obtentions végétales. La Commission européenne et l'OCW ont présenté plusieurs communications à l'occasion de cet événement.

Aux mois de septembre et d'octobre, l'OCW a organisé à Sofia et à Bucarest des séminaires destinés à informer les milieux intéressés, les fonctionnaires, les juristes, les représentants des obtenteurs de variétés végétales et les agriculteurs sur le régime de protection communautaire des obtentions végétales, et plus particulièrement sur les aspects liés à son application.



Séminaire à Bucarest, octobre 2008



## 1.3. Coopération internationale

L'OCW est l'incarnation même de la coopération internationale au niveau communautaire. La représentation des États membres au conseil d'administration garantit le contact direct de l'OCW en matière de politiques avec les autorités compétentes des États membres. C'est sur le réseau d'agents de liaison techniques que repose la coopération technique entre l'OCW et les États membres.

La participation aux activités de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) permet au personnel de l'OCW de procéder à des échanges de connaissances et d'expériences avec des collègues du monde entier. Les orientations relatives aux essais





Visite d'une délégation égyptienne à l'OCW, juin 2008

élaborées dans le cadre de l'UPOV constituent la base des protocoles d'essai validés par le conseil d'administration de l'OCW.

Des accords portant sur l'acquisition (ou la « reprise ») de rapports techniques ont été conclus avec l'Australie, le Japon et le Mexique.

En sa qualité d'office responsable du bon fonctionnement d'un régime régional de protection des obtentions végétales, l'OCW est régulièrement invité à partager l'expérience du régime communautaire avec les représentants des pays qui envisagent de mettre en place une coopération régionale de même nature.

## 1.4. Service d'audit qualité

À la suite de la discussion stratégique, le conseil d'administration a décidé de créer un service d'audit qualité au sein de l'OCW. Ce service sera chargé de contrôler et de vérifier le respect des exigences de qualité applicables par les offices d'examen ayant exprimé le souhait d'acquiescer le statut d'office d'examen habilité. Dès qu'un réseau d'offices d'examen habilités — nouvelle approche — aura été créé, ce service contrôlera le respect constant des exigences de qualité par ces offices. En septembre 2008, le chef de ce service, recruté récemment, a commencé à préparer le lancement de ces activités d'audit. Mon objectif est de voir ce système opérationnel dans le courant du second semestre 2009.

## 1.5. Exercice de calcul des coûts

Afin de pouvoir réviser les rémunérations à payer par l'OCW au titre des examens DHS, il a été demandé aux offices d'examen compétents de calculer les coûts de ces examens pour chaque catégorie de coûts. Sur la base du résultat de ces calculs, qui ont été audités par le cabinet d'expertise comptable Ernst & Young, l'OCW a proposé de nouveaux niveaux de rémunération. Un cycle de négociation a permis d'aboutir avec l'ensemble des offices d'examen à un accord concernant les niveaux de rémunération pour les trois prochaines années. Les niveaux de rémunération ainsi convenus ont été repris dans de nouveaux accords de désignation passés entre l'OCW et chacun des offices d'examen.

## 1.6. Visite de la commissaire européenne en charge de la santé



Visite de la commissaire européenne, M<sup>me</sup> Vassiliou, et de M<sup>me</sup> Testori Coggi à l'OCVV, septembre 2008

Le 8 septembre, l'OCW a eu l'honneur de recevoir M<sup>me</sup> Vassiliou, commissaire en charge de la santé, ainsi que M<sup>me</sup> Testori Coggi, directrice générale adjointe de la DG Santé et consommateurs. Après une présentation du régime de protection communautaire des obtentions végétales, la commissaire a visité les locaux de l'Office et s'est entretenue avec des membres du personnel sur leurs postes de travail. La visite s'est conclue par un cocktail, au cours duquel les invités de la Commission européenne ont eu l'occasion de rencontrer le personnel de l'OCW dans un cadre informel. M. Robert Tessier a participé à cet événement en tant que représentant du conseil d'administration.



## 1.7. Identité graphique

Bien que nous ne connaissions certainement pas de crise identitaire — nous savons qui nous sommes et quel est notre rôle —, il a été jugé opportun de rafraîchir et d'harmoniser notre identité graphique. À la suite d'un appel d'offres, une société basée à Bruxelles a été engagée pour revoir les supports utilisés par l'OCW dans ses communications avec les parties prenantes et ses autres contacts extérieurs, notamment les en-têtes de lettres, les cartes de visite, le site internet de l'OCW, le rapport annuel, le matériel publicitaire, les présentations PowerPoint et le stand que l'OCW utilise lors des foires et salons. Le logo de l'OCW a lui aussi été revu. La nouvelle identité a été présentée aux membres du conseil d'administration à l'occasion de sa réunion d'octobre.

Angers, le 5 février 2009  
**Bart Kiewiet**  
Président de l'OCV



Présentation de la nouvelle identité visuelle de l'OCVV, octobre 2008

## 2. AVANT-PROPOS DE JOŽE ILERŠIČ, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2.1. Introduction



Jože Ileršič

J'ai constaté avec plaisir que le nombre annuel de demandes de protection a dépassé le seuil des 3 000. S'il n'est pas encore possible de prévoir les effets de la crise économique sur le régime de protection communautaire des obtentions végétales, il semble toutefois réaliste de supposer que le nombre des demandes n'augmentera pas davantage en 2009. La situation financière de l'OCW est heureusement des plus saines. Avec sa réserve libre de quelque 5 millions d'euros, l'OCW pourrait même survivre à une éventuelle baisse des demandes sans devoir envisager de mesures organisationnelles radicales.

Plusieurs membres (suppléants) ont quitté le conseil d'administration. Je les remercie pour leur contribution aux activités de l'OCW.

Le conseil d'administration n'est pas seulement l'organe directeur de l'OCW. C'est aussi un lieu de rencontre informel important pour tous les responsables des régimes nationaux de protection des obtentions végétales et des listes d'inscription nationales. Les membres du conseil d'administration apprécient beaucoup la façon dont l'OCW prépare ses réunions. Je souhaite remercier l'ensemble des membres du personnel de l'OCW pour leur dévouement à la mission de l'Office.

### 2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion des 10 et 11 mars 2009 à Bruxelles, le rapport annuel d'activité pour l'exercice 2008.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions suivantes.

Le régime a poursuivi sa croissance, quoique à un rythme plus lent.

Le montant de la réserve disponible a été réduit à un niveau légèrement inférieur à 5 millions d'euros, correspondant à la valeur cible d'une stratégie délibérée de réduction des excédents accumulés. Dorénavant, les budgets devraient être équilibrés sans nouvelle réduction de la réserve. Le conseil d'administration accueille favorablement les résultats de l'audit interne. Il prend acte des risques identifiés et des recommandations formulées par l'auditeur interne et attend avec intérêt le suivi de ces recommandations dans les meilleurs délais. Le conseil d'administration prend note des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions. S'agissant des contrôles ex post, il se réjouit des mesures prises pour améliorer la situation actuelle.

Le conseil d'administration prend note de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes. Le conseil d'administration se félicite du fait que le président de l'OCW n'ait pas connaissance de faits non signalés susceptibles de nuire aux intérêts de l'OCW.

**Jože Ilersič**

*Président du conseil d'administration*

### 3. LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélée être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales. Comme évoqué dans l'introduction du présent rapport annuel, le nombre de demandes a augmenté au fil des années, et l'Office communautaire des variétés végétales («l'Office») a adapté sa taille et son organisation afin de pouvoir répondre à toutes ces demandes.

À la suite des récents élargissements de l'Union européenne, les titres ont désormais une validité dans 27 États membres. Les obtenteurs peuvent dorénavant bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété dans 27 pays au départ d'une seule demande présentée à l'Office, de sorte que le régime de protection communautaire des obtentions revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une variété fait déjà l'objet d'une PCOV, tout droit ou brevet national accordé dans l'un des États membres pour cette variété est dépourvu d'effet. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (dénommé ci-après «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS). L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de la Communauté européenne de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les auteurs des objections deviennent parties à la procédure de dépôt de la demande et peuvent avoir accès aux documents pertinents.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice des Communautés européennes contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions concerne une Chambre de recours comprenant un président nommé par le conseil d'administration et deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière.

Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tous les droits relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et du Tribunal sont publiées sur le site internet de l'Office.

Le tableau figurant au chapitre 15 indique le nombre de recours déposés auprès de l'OCV et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de 25 ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de 30 ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel de la variété nouvellement protégée récoltée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, cette autorisation pouvant être donnée sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'OCV*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

## 4. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque État membre et d'un représentant de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants respectifs.

Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport d'activité annuel du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions générales.

Le conseil d'administration s'est réuni à trois reprises en 2008, à savoir le 21 février, les 12 et 13 mars ainsi que les 15 et 16 octobre.

La réunion extraordinaire qui s'est tenue à Bruxelles le 21 février n'a traité qu'un point confidentiel à l'ordre du jour, à savoir la plainte d'un membre du personnel de l'OCW.

Lors de la réunion des **12 et 13 mars à Angers**, les comptes provisoires et l'analyse financière de l'exercice 2007 ont été présentés ainsi que l'avant-projet de budget pour 2009. Les membres du conseil d'administration ont également adopté:

- la décharge du président de l'OCW pour l'exécution du budget 2006;
- le rapport de l'ordonnateur qui, conformément à l'article 39, paragraphe 2, du règlement financier, a été transmis à la Cour des comptes et inclus dans le rapport annuel 2007;
- les modalités d'exécution du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données.

La plupart des membres du conseil d'administration ont également approuvé la proposition relative à la coopération entre l'UPOV et l'OCW en matière de collecte de données pour la base de données centralisée sur les dénominations variétales, ainsi que la proposition de l'OCW sur le fonctionnement du groupe consultatif sur les projets de recherche et de développement.

Les membres du conseil d'administration ont également pris bonne note:

- du rapport d'audit interne, conformément à l'obligation imposée par le règlement financier;
- du rapport du groupe d'experts sur l'éventuelle extension des activités de l'OCW dans le secteur de la commercialisation des semences;
- de l'entrée en vigueur, en date du 31 janvier 2008, de la modification de l'article 12 du règlement de base permettant aux ressortissants de tous les pays du monde de déposer une demande de protection communautaire des obtentions végétales;
- du rapport sur les dossiers traités par la Chambre de recours et les pourvois formés devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes en 2008 (quatre pourvois), ainsi que sur les arrêts du Tribunal (deux arrêts) — voir le chapitre 15 pour de plus amples informations;
- du rapport du groupe d'experts sur l'échange électronique de données;
- de l'avancement du projet relatif aux semences de ferme.



Ils ont également fait le point sur plusieurs autres dossiers d'importance parmi lesquels:

- le débat stratégique sur l'avenir des essais DHS;
- le principe dit «une clé ouvre plusieurs portes». À cet égard, ils ont formulé des observations sur les conclusions du questionnaire envoyé par l'OCW et, de manière générale, les membres en ont accepté le principe.

Enfin, la nouvelle page web du conseil d'administration a été présentée aux membres qui en ont accepté l'ajout sur le site de l'OCW à condition que leurs noms apparaissent sans aucun autre détail dans l'espace accessible au public.

Au cours de la réunion des **15 et 16 octobre à Berlin**, les membres du conseil d'administration ont pris acte de la situation financière de l'OCW pour l'exercice 2008 et adopté à l'unanimité des membres présents ayant droit de vote ou votant par procuration:

- le projet de budget 2009;
- les transferts budgétaires proposés par l'OCW pour le budget 2008;
- la désignation d'un nouveau comptable pour l'OCW, M. James Moran;
- le plan de l'OCW en matière de politique du personnel pour 2009-2011.

Ils ont également décidé:

- de créer un groupe consultatif chargé de déterminer l'étendue de la prochaine évaluation de l'OCW, qui est obligatoire en vertu du règlement financier et qui doit avoir lieu courant 2009;
- de diviser le projet en deux et d'adopter deux projets de décision pour l'évaluation du président et du vice-président en mentionnant explicitement, dans la décision relative à ce dernier, l'obligation de consulter le président de l'OCW durant l'évaluation du vice-président;
- de la possibilité d'appliquer, dans des conditions précises et au cas par cas, les nouveaux protocoles techniques adoptés par le conseil d'administration après la date de soumission pour une espèce donnée.



Réunion du conseil d'administration à Berlin, octobre 2008



En outre, les membres du conseil d'administration ont donné un avis favorable:

- à la proposition de modification du règlement interne du conseil d'administration prévoyant, d'une part, la possibilité que les notifications, les convocations et les communications se fassent par voie électronique entre l'OCW et les membres du conseil d'administration et, d'autre part, une réduction à 15 jours du délai de consultation du conseil d'administration lorsque la procédure écrite visée à l'article 9 des règles de procédure est utilisée en cas d'urgence;
- à la proposition de modification de l'article 15, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1239/95 de la Commission, en ce qui concerne les barèmes de paiement applicables aux offices d'examen;
- à la proposition de coopération entre les autorités des États membres et l'OCW pour l'examen des dénominations variétales.

Les membres du conseil d'administration ont pris note:

- de la révision envisagée des niveaux actuels des taxes d'examen;
- de l'état d'avancement des travaux dans le bâtiment du 9, boulevard Foch, qui ont débuté en juin 2007;
- du programme de travail de l'OCW pour 2009;
- des résultats de l'étude sur les semences de ferme réalisée par un consultant spécialisé dans ce domaine;
- du fait que la phase expérimentale restreinte du système de demandes en ligne débutera en avril/mai 2009, le système devant être ouvert à tous à la fin de 2009.

Enfin, les membres du conseil d'administration ont pris acte de la nouvelle charte graphique de l'OCW.



Travaux de rénovation du nouveau bâtiment,  
Angers, France



### **Président du conseil d'administration**

*M. J. Ileršič*

### **Vice-président du conseil d'administration**

*M. U. von Kröcher*

### **Membres du conseil d'administration**

|                    |   |
|--------------------|---|
| Belgique           | <i>M<sup>me</sup> C. Vanslebrouck</i><br><i>M<sup>me</sup> M. Petit (suppléante)</i>      |
| Bulgarie           | <i>M<sup>me</sup> N. Ivanova</i><br><i>M<sup>me</sup> B. Pavlovska (suppléante)</i>       |
| République tchèque | <i>M. J. Staňa</i><br><i>M. D. Jurecka (suppléant)</i>                                    |
| Danemark           | <i>M<sup>me</sup> H. Elberling</i><br><i>M<sup>me</sup> B. Lund (suppléante)</i>          |
| Allemagne          | <i>M. U. von Kröcher (vice-président)</i><br><i>M<sup>me</sup> B. Rücker (suppléante)</i> |
| Estonie            | <i>M<sup>me</sup> P. Ardel</i><br><i>Poste de suppléant vacant</i>                        |
| Irlande            | <i>M. N. McGill</i><br><i>M. D. McGilloway (suppléant)</i>                                |
| Grèce              | <i>M. E. Zangilis</i><br><i>M. K. Michos (suppléant)</i>                                  |
| Espagne            | <i>M. E. Rios López</i><br><i>M. L. Salaices Sánchez (suppléant)</i>                      |
| France             | <i>M. R. Tessier</i><br><i>M<sup>me</sup> N. Bustin (suppléante)</i>                      |
| Italie             | <i>M<sup>me</sup> I. Pugliese</i><br><i>Poste de suppléant vacant</i>                     |
| Chypre             | <i>M. A. Kyrtziz</i><br><i>M. C. Nicolau (suppléant)</i>                                  |
| Lettonie           | <i>M<sup>me</sup> S. Kalinina</i><br><i>Poste de suppléant vacant</i>                     |
| Lituanie           | <i>M<sup>me</sup> S. Juciuvienė</i><br><i>Poste de suppléant vacant</i>                   |
| Luxembourg         | <i>M. M. Weyland</i><br><i>M. F. Kraus (suppléant)</i>                                    |

|                       |  |
|-----------------------|--|
| Hongrie               | <i>M<sup>me</sup> A. Szenci</i><br><i>M<sup>me</sup> M. Posteiner Toldi (suppléante)</i> |
| Malte                 | <i>M<sup>me</sup> M. Delia</i><br><i>M. M. Sciberras (suppléant)</i>                     |
| Pays-Bas              | <i>M. C. Van Winden</i><br><i>M. K. Fikkert (suppléant)</i>                              |
| Autriche              | <i>M. H.-P. Zach</i><br><i>M. L. Girsch (suppléant)</i>                                  |
| Pologne               | <i>M. E. Gacek</i><br><i>M<sup>me</sup> J. Borys (suppléante)</i>                        |
| Portugal              | <i>M. J. de Carvalho</i><br><i>M<sup>me</sup> A. Rocha (suppléante)</i>                  |
| Roumanie              | <i>M. A. Strenc</i><br><i>M<sup>me</sup> A. Ivascu (suppléante)</i>                      |
| Slovénie              | <i>M. J. Ileršič (président)</i><br><i>M. P. Grižon (suppléant)</i>                      |
| Slovaquie             | <i>M<sup>me</sup> B. Bátorová</i><br><i>M<sup>me</sup> M. Andrašková (suppléante)</i>    |
| Finlande              | <i>M. M. Puolimatka</i><br><i>Poste de suppléant vacant</i>                              |
| Suède                 | <i>M<sup>me</sup> A. Sjöström</i><br><i>M<sup>me</sup> M. Sjöblom (suppléante)</i>       |
| Royaume-Uni           | <i>M. M. Wray</i><br><i>M<sup>me</sup> E. Nicol (suppléante)</i>                         |
| Commission européenne | <i>M<sup>me</sup> P. Testori Coggi</i><br><i>M. J. Gennatas (suppléant)</i>              |

## 5. ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2008, l'Office comptait 12 fonctionnaires et 33 agents temporaires. Treize nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées. Un expert national détaché des Pays-Bas était présent.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur deux unités et trois services d'appui. Un quatrième service chargé de l'audit qualité des offices d'examen a été créé. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques et des rapports techniques, organisation des examens des dénominations variétales, préparation en vue de l'octroi de droits, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération à la mise au point d'analyses et d'études destinées à améliorer le système.

L'**unité administrative et financière** assure la gestion de deux secteurs:

- section «Administration»: marchés publics, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section «Finances»: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers et gestion du système de taxes.

Le **service d'assistance juridique** donne des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; il donne des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; il participe à divers comités de l'OCV afin de veiller à ce que les procédures et le droit communautaires soient respectés; il gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.



Siège de l'OCVV, Angers, France



Personnel de l'OCVV

Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Elle a pour tâches: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites web de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), en plus de la nouveauté.











En 2008, l'OCW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales touchant à l'OCW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCW, promotion, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel).

Les rapports sociaux de l'OCW de 2006, 2007 et 2008 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCW dans la rubrique «Rapports annuels».

# ORGANIGRAMME DE L'OCW

|   |   |
|---|---|
|  | <b>Président</b><br>Bart Kiewiet        |
|  | <b>Vice-président</b><br>Carlos Godinho |

DIRECTION

|  |   |
|--|---|
|   | <b>Ressources humaines</b><br><b>Secrétaire</b><br>Deirdre Antier         |
|   | <b>Secrétaire</b><br><b>du vice-président</b><br>Cyrille Antoine          |
|   | <b>Informatique</b><br>Jean-Louis Curnier                                 |
|   | <b>Secrétaire de la</b><br><b>Chambre de recours</b><br>Véronique Doreau  |
|     | <b>Chef du service</b><br><b>juridique</b><br>Martin Ekvad                |
|  | <b>Ressources humaines</b><br>Anna Isgren                                 |
|  | <b>Informatique</b><br>Patrick Lecoq                                      |
|  | <b>Informatique</b><br>Laura Naïe   |
|  | <b>Informatique</b><br>Marc Rouillard                                     |
|    | <b>Secrétaire</b><br><b>du président</b><br>Marleen Van de<br>Meulebroeke |

SERVICES D'APPUI

















|  |
|--|
| <b>SERVICE</b><br><b>AUDIT QUALITÉ</b> |
|--|
















**Chef du service**  
**audit qualité**  
Gerhard Schuon



## UNITÉ «ADMINISTRATION ET FINANCES» (UAF)

|   |  |
|---|--|
|   | <b>Agent de classement</b><br>Sharmila Assane Ali            |
|   | <b>Secrétaire réception</b><br>Isabelle Auger                |
|   | <b>Service intendance</b><br>Thierry Cluzeau                 |
|   | <b>Secrétaire</b><br>Valérie De Caestecker                   |
|     | <b>Audit et évaluation</b><br>Roseline Fagel                 |
|     | <b>Comptable subordonnée</b><br>Anne-Marie Fernandez         |
|     | <b>Secrétaire du chef d'unité</b><br>Béatrice Hodet          |
|      | <b>Réception</b><br>Daniëlle Leenaarts                       |
|  | <b>Secrétaire</b><br>Bénédicte Legrand                       |
|  | <b>Finances</b><br>Ekaterina Mantziaris                      |
|  | <b>Comptable</b><br>James Moran                              |
|  | <b>Administration</b><br>Gil Oliveira                        |
|    | <b>Relations publiques et formation</b><br>Fabienne Santoire |
|    | <b>Agent de classement</b><br>Manuel Teixeira                |
|    | <b>Secrétaire</b><br>Laurence Verger                         |
|     | <b>Chef de l'UAF</b><br>Thomas Wollersen                     |

## UNITÉ TECHNIQUE (UT)

|   |  |
|---|--|
|   | <b>Gestionnaire de base de données</b><br>Carole Bonneau |
|   | <b>Espèces ornementales</b><br>Urszula Braun-Młodecka    |
|   | <b>Dénominations</b><br>Rudi Caes                        |
|   | <b>Registre</b><br>Pierre-Emmanuel Fouillé               |
|     | <b>Registre</b><br>Anne Gardener                         |
|     | <b>Registre</b><br>Nadège Grantham                       |
|     | <b>Secrétaire</b><br>Ghislaine Guilbert                  |
|      | <b>Espèces ornementales</b><br>Ton Kwakkenbos            |
|  | <b>Registre</b><br>Eugenio Maiorini                      |
|  | <b>Chef adjoint de l'unité technique</b><br>Jean Maison  |
|  | <b>Secrétaire du chef d'unité</b><br>Aline Noguès        |
|  | <b>Espèces fruitières et potagères</b><br>Sergio Semón   |
|    | <b>Chef de l'unité technique</b><br>Dirk Theobald        |
|    | <b>Secrétaire</b><br>Laurence Théodore                   |
|    | <b>Espèces ornementales</b><br>Jens Wegner               |
|     | <b>Espèces agricoles</b><br>Anne Weitz                   |

NB: L'organigramme ci-dessus comprend les membres du personnel de l'OCV occupant au 31 décembre 2008 un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.

## 6. PROGRAMME MULTIBÉNÉFICIAIRE SUR LA PARTICIPATION DE LA TURQUIE, DE LA CROATIE ET DE L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE AU RÉGIME DE PCOV

En 2008, le programme a également concerné l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Les trois pays candidats ont ainsi pu bénéficier du programme, dont la direction a été confiée à un expert national externe.

Les objectifs généraux du programme sont demeurés inchangés. Il s'agissait toujours d'informer les organismes et les parties prenantes compétents des pays considérés quant aux aspects techniques, administratifs et procéduraux du régime de protection communautaire des obtentions végétales, ainsi qu'aux incidences légales de l'élargissement du régime de PCOV au territoire des pays candidats après l'adhésion, préparant ainsi les autorités nationales compétentes à une éventuelle participation future au régime de protection.

Un programme de travail détaillé comportant trois parties, c'est-à-dire une pour chacun des pays candidats, a été élaboré en étroite collaboration avec les partenaires concernés. Le programme a dû être adapté durant sa mise en œuvre en fonction des conditions préalables différentes dans les trois pays candidats.

Au total, le programme de travail a comporté 34 activités, dont 12 pour l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie et 10 pour la Croatie. Pour diverses raisons, certains experts de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de Turquie n'ont pas pu participer à certaines des activités prévues par le programme initial. Les critères établis pour les activités ont tout de même pu être respectés.

Il a fallu 152 jours d'activité et 97 jours de déplacement pour mener à bien le programme. La répartition des journées nécessaires figure dans le tableau suivant.

**Journées d'activité et de déplacement du programme**

|   | Experts OCVV     |                      | Experts externes |                      | Experts des pays candidats |                      |
|---|------------------|----------------------|------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|
|   | Jours d'activité | Jours de déplacement | Jours d'activité | Jours de déplacement | Jours d'activité           | Jours de déplacement |
| Ancienne République yougoslave de Macédoine | 7                | 10                   | 6                | 7                    | 33                         | 15                   |
| Turquie                                     | 7                | 13                   | 1                | 2                    | 47                         | 20                   |
| Croatie                                     | 6                | 6                    |                  |                      | 45                         | 24                   |
| Total                                       | 20               | 29                   | 7                | 9                    | 125                        | 59                   |



Dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, un nouveau projet de loi nationale sur la protection des obtentions végétales a été élaboré avec l'aide du programme. À l'automne 2008, le Conseil de l'UPOV a rendu une décision positive quant à la conformité de ce projet de loi avec l'acte de 1991 de la convention UPOV. Les autorités nationales se familiarisent petit à petit avec les règles administratives et techniques ainsi qu'avec les procédures d'octroi de la protection des obtentions végétales. Pour faciliter ce processus, le programme a organisé des colloques et des cours sur le régime de protection communautaire des obtentions végétales et a invité des experts de l'ancienne République yougoslave de Macédoine à différents stages et séminaires. Il n'existe pas encore d'installations pour réaliser des essais DHS.

La Turquie est devenue membre de l'UPOV en novembre 2007. On observe dans ce pays une augmentation du nombre de demandes de protection des obtentions végétales. Durant la deuxième année de mise en œuvre du programme, les activités ont principalement concerné des questions juridiques, les systèmes liés aux semences de ferme dans l'Union européenne, une introduction à certains aspects des étapes administratives et procédurales du régime de protection communautaire des obtentions végétales, ainsi que la participation d'experts turcs à des réunions de l'OCV et à un cours sur la protection des obtentions végétales.

En Croatie, la loi existante sur la protection des variétés végétales a été modifiée. Certaines règles ont été adaptées à la réglementation européenne. Une procédure simplifiée a également été instaurée pour étendre la liste des espèces «protégeables». L'utilisation de semences de ferme n'y est toujours pas possible. Les activités ont principalement concerné des questions juridiques, la formation technique ainsi que la présentation des étapes administratives et procédurales du régime de PCOV. Les experts croates ont également participé à plusieurs réunions et séminaires de l'OCV ainsi qu'à un stage sur la protection des obtentions végétales.

La Commission européenne a adopté un nouveau programme multibénéficiaire pour les années 2009 et 2010. Ce programme couvrira également l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie et le Kosovo selon la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies. Un projet de programme sera soumis pour approbation à la Commission européenne.



Visite des délégations turque et croate à l'OCVV, septembre 2008

## 7. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles établies par le conseil d'administration en 2002 relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Les projets suivants ont bénéficié d'un soutien financier de l'OCW en 2008.



Roses

**Collection variétale européenne de variétés de roses:** projet coordonné par le Plant Research International (PRI) et conduit par le Bundessortenamt, le NIAB et le PRI/Naktuinbouw afin de créer une compilation des caractéristiques morphologiques clés, des images et des empreintes ADN dans le but de faciliter à terme une gestion efficace (rentable) des collections de référence. Les travaux ont démarré en 2005 et se sont terminés à la fin de 2006. Les résultats ont été présentés en 2007 aux obtenteurs et au groupe de travail de l'UPOV sur les techniques biochimiques et moléculaires. Les connaissances acquises en la matière peuvent servir de base pour attacher les empreintes ADN aux descriptions des variétés et, ainsi, soutenir les obtenteurs dans leur lutte pour l'application de la protection communautaire des obtentions végétales. En 2008, l'Office a commencé à s'enquérir de l'intérêt des obtenteurs à recevoir une empreinte ADN officielle de leurs variétés.

**Gestion des collections de référence du colza oléagineux d'hiver:** ce projet du NIAB, mené en collaboration avec le GEVES, l'institut danois de sciences agricoles (DIAS, Danish Institute of Agriculture and Science) et le Bundessortenamt, a pour objectif d'établir l'utilisation des marqueurs ADN comme outil de gestion efficace de la collection de référence. Le projet a démarré en 2005 et les résultats finaux ont été reçus au début de 2008. Il en résulte qu'il n'est pas possible de suivre une approche simple de l'«option 2» dans la mesure où il n'existe quasiment aucun lien entre les données moléculaires et morphologiques. On peut toutefois envisager des perspectives intéressantes à partir des résultats initiaux, qui étudiaient l'application de seuils indépendants issus, d'une part, des données moléculaires et, d'autre part, des données morphologiques. La question du suivi sera étudiée avec les partenaires du projet.

**Mise au point et évaluation de marqueurs moléculaires liés aux gènes de résistance aux maladies pour les essais DHS de tomates (option 1 a):** ce projet s'est achevé à la fin de 2007 et un rapport final a ensuite été présenté à l'OCW. Ce rapport a fourni un résultat extrêmement positif, les marqueurs moléculaires montrant une corrélation très étroite avec les tests physiologiques pour toutes les caractéristiques de résistance à la maladie marquées et présentées dans l'étude. Les conclusions du rapport ont d'abord été examinées à l'occasion de la réunion de janvier 2008 des experts en espèces potagères de l'OCW, lors de laquelle il a été convenu que les partenaires au projet (Espagne, France et Pays-Bas) réaliseraient en 2008 une étude interlaboratoire avec une série de variétés de référence et de variétés candidates de tomates afin d'examiner en particulier la fiabilité des essais biomoléculaires quant aux critères d'uniformité et une éventuelle mise en œuvre future de ces essais pour l'examen DHS de cette plante. Les résultats et les conclusions du projet ont également été présentés lors de la quarante-deuxième session du groupe de travail technique sur les plantes potagères (TWW) de l'UPOV qui s'est tenue à Cracovie en juin 2008, lors de la onzième session du groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires (BMT) de l'UPOV qui s'est tenue à Madrid en septembre 2008, ainsi que lors de la journée portes ouvertes qui a été organisée au Naktuinbouw (service néerlandais d'inspection de l'horticulture) en octobre 2008 et où les obtenteurs ont eu la possibilité de s'exprimer sur les perspectives ouvertes par les conclusions quant à l'examen DHS de la tomate et sur les implications pour leur activité. Quand le projet a de nouveau été examiné lors de la réunion de décembre 2008 des experts en espèces potagères à l'OCW, il était alors évident que les résistances à la maladie les plus prometteuses pour l'éventuelle utilisation de marqueurs moléculaires concernaient *Meloidogyne incognita* (nématodes) et le virus de

la mosaïque de la tomate. Les premiers résultats de l'étude interlaboratoire réalisée par les trois partenaires ont également été présentés lors de cette réunion, mais ils n'ont pas pu être analysés. Les trois partenaires vont donc à présent procéder à une analyse détaillée des résultats de ladite étude et décider de se réunir ou non (avec l'OCW) afin d'élaborer ensemble un rapport commun ainsi qu'une analyse des coûts. C'est sur la base de ce rapport commun que les partenaires indiqueront si les marqueurs moléculaires peuvent ou non être utilisés pratiquement dans le cadre de l'examen DHS aux fins des tests de résistance aux maladies des variétés candidates de tomates.

**Pommes de terre:** ce projet a démarré en avril 2006. Le rapport final a été reçu au printemps 2008. Les États partenaires sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni. Ce projet a permis de créer une base de données incluant les profils de marqueurs de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une photothèque contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence. Une réunion de suivi est prévue au printemps 2009.

**Gestion des collections de référence de pêchers:** ce projet de trois ans est le fruit d'une collaboration entre les quatre offices d'examen de l'OCW pour cette espèce (Espagne, France, Italie et Hongrie). Il vise à la création et à la gestion d'une base de données sur les pêchers, via l'établissement d'une collection européenne de l'espèce *Prunus persica* structurée en groupes variétaux, à partir d'une base de données commune contenant les descriptions phénotypiques, visuelles et moléculaires. Le projet a débuté en 2008 et devrait se conclure en 2010. Les partenaires au projet se sont réunis pour la première fois à Paris en avril 2008. Cette réunion a été l'occasion d'adopter une proposition concernant la prise de photographies de pêches dans le cadre du programme (caisse de pêches, par exemple). La base de données sur le maïs a été choisie comme modèle pour la création d'une base de données similaire pour les collections de référence de pêchers. Les marqueurs SSR (Simple Sequence Repeat) à utiliser pour la sélection par marquage moléculaire au cours de l'année à venir ont été choisis. La prochaine réunion aura lieu à Saragosse en 2009. En définitive, le projet vise à renouveler complètement la collection de référence dans chacun des offices d'examen travaillant sur le pêcher. Les modalités d'observation de chaque caractéristique telles que mentionnées dans le protocole de l'OCW (recommandation relative à la mesure de chaque caractéristique) ont fait l'objet d'un accord. L'Espagne s'est vu confier la responsabilité des variétés à faibles besoins en froid, l'Italie la responsabilité de la variabilité de pêchers les plus anciens et la Hongrie la responsabilité des variétés plus continentales. Quant à la France, elle met à profit son expérience dans la gestion d'une vaste collection de référence de pêches. Une activité dérivée du projet est l'évaluation de l'état phytosanitaire des variétés de pêchers cultivées dans la région méditerranéenne.



Tests DHS sur des tomates, Pays-Bas

## 8. BUDGET ET FINANCES

### 8.1. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2008 s'élevait à 10,6 millions d'euros.

Les principales recettes perçues au cours de l'exercice 2008 sont ventilées comme suit:

|                                    | Var. (%)    | 2008        | 2007       |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------|
| Taxes                              | 7,2         | 9,65        | 9,0        |
| Intérêts sur les comptes bancaires | 50,0        | 0,75        | 0,5        |
| Autres recettes                    | 150,0       | 0,25        | 0,1        |
| <b>Recettes totales</b>            | <b>10,4</b> | <b>10,6</b> | <b>9,6</b> |

#### Taxes

Le montant total des taxes perçues en 2008 s'est élevé à 9,6 millions d'euros. Il se décompose de la façon suivante: 2,7 millions pour les taxes de demande, 3,1 millions pour les taxes d'examen, 0,3 million pour les taxes de rapport, 3,4 millions pour les taxes annuelles et 0,1 million pour les ventes de rapports.

#### Intérêts sur les comptes bancaires

Les comptes courants de l'Office ont produit des intérêts pour un montant de 0,75 million d'euros.

#### Autres recettes

L'Office a perçu d'autres recettes provenant des ventes du *Bulletin officiel de l'OCW*, d'opérations administratives et de subventions reçues pour le programme multibénéficiaire. Le montant total de ces recettes s'est élevé à 0,25 million d'euros en 2008.

### 8.2. Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 11,7 millions d'euros, contre 12,2 millions en 2007. La baisse de 4,1 % des dépenses totales est essentiellement due à la rénovation du bâtiment de l'OCW, beaucoup plus importante en 2007 qu'en 2008, ainsi qu'à la diminution des frais d'examen.

|                          | Var. (%)     | 2008        | 2007        |
|--------------------------|--------------|-------------|-------------|
| Dépenses de personnel    | 4,3          | 4,8         | 4,6         |
| Dépenses administratives | - 16,0       | 2,1         | 2,5         |
| Dépenses opérationnelles | - 5,9        | 4,8         | 5,1         |
| <b>Dépenses totales</b>  | <b>- 4,1</b> | <b>11,7</b> | <b>12,2</b> |

### Dépenses de personnel

Le montant total des dépenses de personnel s'est élevé à 4,8 millions d'euros. La quasi-totalité des crédits alloués pour les salaires a été utilisée en 2008.

### Dépenses en matière de biens meubles et immeubles et dépenses de fonctionnement diverses

Le montant total des dépenses engagées s'est élevé à 2,1 millions d'euros, dont 1,1 million de décaissements durant l'exercice et 1,0 million de décaissements pour l'exercice suivant.

### Dépenses opérationnelles

Le montant total des dépenses opérationnelles engagées est de 5,4 millions d'euros, dont 4,8 millions ont été décaissés au cours de l'exercice. À la fin de 2008, le total des engagements restant à déboursier au cours des années suivantes s'élevait à 9,6 millions d'euros.

## 8.3. Résultat de l'exercice financier et montant cumulé reporté de l'exercice précédent

Le résultat net de l'exercice résulte de la différence entre les recettes et les dépenses, y compris les engagements reportés aux années suivantes et les engagements reportés de l'année précédente non utilisés et par conséquent annulés.

|   | Millions d'euros |
|---|------------------|
| Résultat budgétaire de l'exercice financier (a)           | - 1,1            |
| Dépenses non budgétaires (b)                              | 0,0              |
| Recettes non budgétaires (c)                              | 0,4              |
| <b>Résultat net de l'exercice financier (= a - b + c)</b> | <b>- 0,7</b>     |
| Résultat cumulé reporté de l'exercice financier précédent | 12,0             |
| <b>Résultat à reporter</b>                                | <b>11,3</b>      |

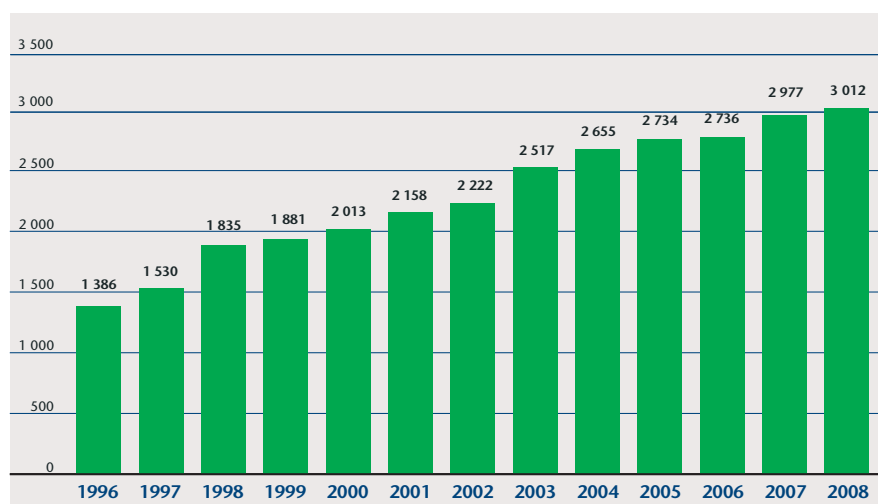
# 9. ÉVOLUTION DU RÉGIME COMMUNAUTAIRE

## 9.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2008, l'Office a reçu 3 012 demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 1, ce chiffre représente une hausse de 1,2 % par rapport à l'année précédente.

**Graphique 1**

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2008)

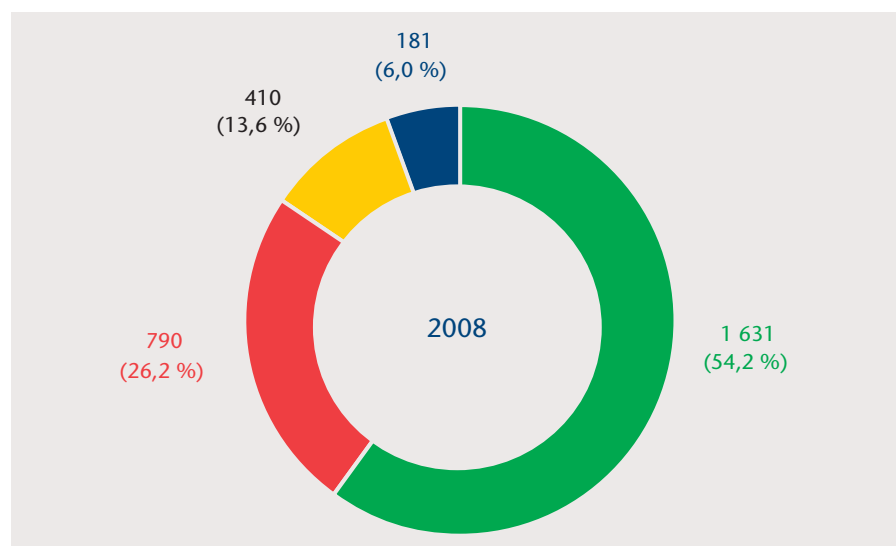


Le graphique 2 ci-dessous représente le nombre de demandes reçues en 2008 par secteur de culture.

**Graphique 2**

Nombre de demandes reçues en 2008 par secteur de culture

- *Espèces ornementales*
- *Espèces agricoles*
- *Espèces potagères*
- *Espèces fruitières*

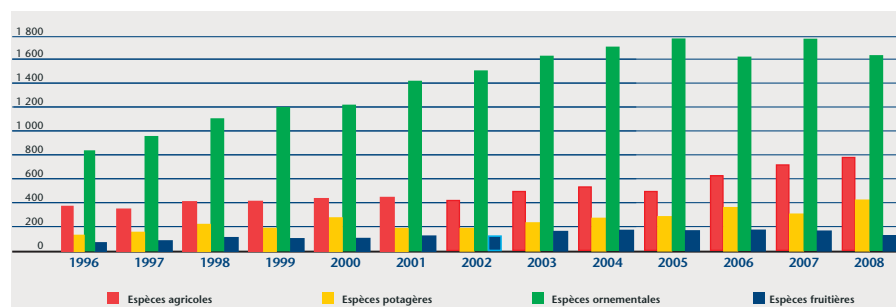


Comme le montre le graphique 3, c'est dans le secteur des espèces potagères que l'augmentation du nombre de demandes a été la plus forte, soit 39 %. Une hausse a également été enregistrée pour les espèces fruitières (+ 8,9 %) et pour les espèces agricoles (+ 7,9 %). Par contraste, en 2008, une diminution du nombre des demandes a été enregistrée pour les espèces ornementales (– 8,6 %).



### Graphique 3

Évolution du nombre des demandes  
reçues par secteur de culture  
(1996-2008)



#### 9.1.1. Espèces ornementales

Représentant 54,2 % du nombre de demandes en 2008, les variétés ornementales forment encore de loin le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme illustré par le graphique 3, le secteur ornemental reste chaque année le plus important en termes de nombre de demandes. 1 635 demandes ont été déposées en 2008 (– 153 demandes par rapport à l'année précédente), chiffre qui se rapproche du niveau atteint en 2006 (1 616 demandes).

Le fait que les variétés ornementales occupent la plus grande place dans le régime de protection communautaire des obtentions végétales peut s'expliquer de la manière suivante:

- les variétés ornementales faisant l'objet de demandes de protection communautaire des obtentions végétales se multiplient presque exclusivement par voie végétative. Leur reproductibilité aisée stimule la demande de protection face à la diffusion illégale (tant dans l'Union européenne qu'à l'extérieur de celle-ci);
- l'obtention de variétés à multiplication végétative prend souvent moins de temps que l'obtention de variétés à multiplication par ensemencement dont les caractéristiques doivent être établies au travers de nombreuses générations. Cette caractéristique, combinée à un marché caractérisé par une évolution rapide des goûts des consommateurs et des techniques de culture, est certainement une raison majeure qui justifie le dynamisme des activités d'obtention.

Il semble toutefois que le nombre de demandes dans ce secteur ait été particulièrement influencé par le contexte économique de l'année 2008. En effet, un grand nombre de plantes ornementales sont cultivées sous serre et les obtenteurs ont dû faire face, au cours du premier semestre de l'année, à une forte hausse des coûts de l'énergie. Puis, au second



Serre de sélection d'*Anthurium*, Pays-Bas



Tests DHS sur des *Chrysanthemum*, Royaume-Uni



Tests DHS sur des *Phalaenopsis*, Pays-Bas



Production d'une variété protégée de *Bougainvillea*, Pays-Bas

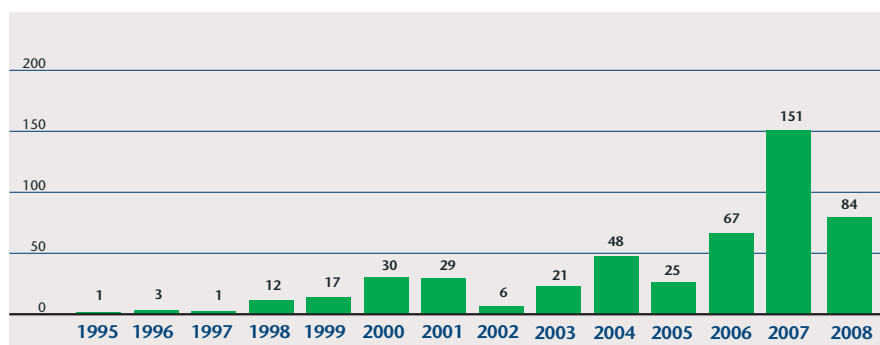
semestre, la crise économique a également affecté les ventes de produits ornementaux. Ces éléments ont certainement contribué à la baisse du nombre de demandes reçues en 2008 pour les variétés ornementales.

Depuis la création de l'Office, la rose et le chrysanthème ont toujours été les espèces les plus importantes du secteur ornemental en ce qui concerne le nombre de demandes reçues, suivies du pélargonium, du lys et du gerbera, dans un ordre variable selon les années. Les orchidées, et en particulier le *Phalaenopsis*, se sont hissées parmi les espèces les plus importantes ces dernières années. Il est d'ailleurs particulièrement intéressant de suivre les variations du nombre de demandes associées à l'introduction de nouveaux genres d'orchidées et à l'arrivée de nouveaux clients dans le régime communautaire.

Au total, 486 demandes ont été reçues pour les orchidées sur la période 1995-2008. Ce nombre — qui n'était que de 1 en 1995 et 1997 — est passé à 151 en 2007 (graphique 4). Plus de 62 % de ces demandes ont été reçues au cours des trois dernières années.

#### Graphique 4

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales pour les orchidées (1995-2008)



Entre 1995 et 2001, les demandes reçues n'ont concerné que trois genres, à savoir *Phalaenopsis*, *Spathoglottis* et *Dendrobium*. À partir de 2002, on a observé une augmentation continue du nombre de genres — 21 en 2008 — dont 11 hybrides intergénériques faisant l'objet d'une ou de deux demandes seulement, à l'exception de *xDoritaenopsis*. Sur la période 1995-2008, la plupart des demandes reçues ont concerné le *Phalaenopsis* (71 %), suivi de *xDoritaenopsis* (10 %), *Dendrobium* (8 %) et *Cymbidium* (4 %).

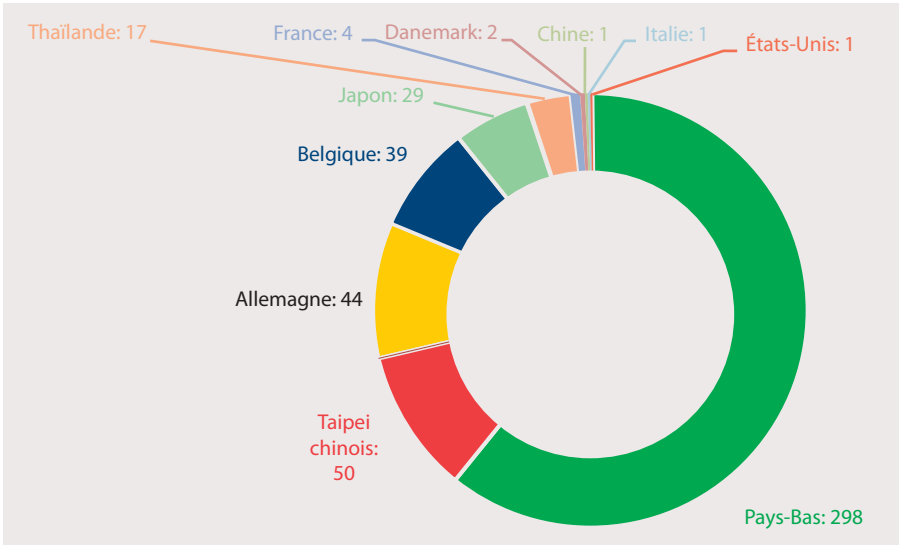


Le tableau ci-dessous indique le nombre de demandes reçues pour les différents genres d'orchidées:

| ORCHIDÉES               | NOMBRE DE DEMANDES (1995-2008) |
|-------------------------|--------------------------------|
| <i>Phalaenopsis</i>     | 346                            |
| <i>xDoritaenopsis</i>   | 47                             |
| <i>Dendrobium</i>       | 37                             |
| <i>Cymbidium</i>        | 20                             |
| <i>Ludisia discolor</i> | 9                              |
| <i>Vanda</i>            | 8                              |
| <i>xColmanara</i>       | 2                              |
| <i>Miltonia</i>         | 2                              |
| <i>Oncidium</i>         | 2                              |
| <i>Zygopetalum</i>      | 2                              |
| <i>xBratonia</i>        | 1                              |
| <i>Cypripedium</i>      | 1                              |
| <i>xlonocidium</i>      | 1                              |
| <i>xlwanagara</i>       | 1                              |
| <i>xMiltonidium</i>     | 1                              |
| <i>xOdontonia</i>       | 1                              |
| <i>Spathoglottis</i>    | 1                              |
| <i>xVuystekeara</i>     | 1                              |
| <i>xZelglossoda</i>     | 1                              |
| <i>xGoodaleara</i>      | 1                              |
| <i>xOdontocidium</i>    | 1                              |

Jusqu'en 2003, ces demandes émanaient de quatre pays: l'Allemagne, la Belgique, le Japon et les Pays-Bas. Au cours des cinq dernières années, de nouvelles demandes sont également arrivées de sept autres pays (Chine, Danemark, États-Unis, France, Italie, Taipei chinois et Thaïlande).

Bien que, comme le montre le graphique 5, les Pays-Bas arrivent en tête avec 61 % du nombre total de demandes, il importe de souligner que le Taipei chinois, dont la première demande n'a été reçue qu'en 2005, vient en deuxième position (plus de 10 % du nombre total de demandes).





Tests DHS sur des graminées, Allemagne

Le nombre croissant des demandes pour les orchidées émanant de pays non membres de l'UPOV est l'une des raisons qui ont motivé la modification de l'article 12 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil concernant l'habilitation à déposer une demande de protection communautaire des obtentions végétales. Le règlement ainsi modifié semble revêtir une grande importance pour les obtenteurs asiatiques qui souhaitent protéger leurs variétés au sein de la Communauté européenne.

### 9.1.2. Espèces agricoles

L'année 2008 a confirmé la tendance qui se dessine dans l'agriculture avec une augmentation de 8 % du nombre de demandes, même si cette hausse a été moins importante qu'en 2007 (+ 20 %) et 2006 (+ 22 %).

Les dix principales espèces agricoles sont identiques aux années précédentes: le maïs occupe encore la première position, suivi du blé et de la pomme de terre. Le bas de la liste a légèrement évolué en ce sens que l'ivraie vivace est devenue plus importante que le blé dur et la betterave. Les évolutions les plus significatives s'observent en ce qui concerne les demandes pour la pomme de terre, l'orge et le colza. Le tableau 1 montre le nombre de demandes reçues pour les dix principales espèces agricoles durant les sept dernières années.

**Tableau 1 — Nombre de demandes reçues pour les dix principales espèces agricoles**

| Espèces   | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | 2007       | 2008       | Total        |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| <i>Zea mays</i> L.  | 143        | 184        | 169        | 181        | 212        | 248        | 222        | 1 359        |
| <i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.         | 61         | 42         | 75         | 54         | 76         | 85         | 87         | 480          |
| <i>Solanum tuberosum</i> L.                               | 44         | 66         | 50         | 34         | 84         | 50         | 94         | 422          |
| <i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato                      | 40         | 52         | 52         | 44         | 45         | 46         | 69         | 348          |
| <i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.                    | 29         | 40         | 41         | 29         | 44         | 67         | 85         | 335          |
| <i>Helianthus annuus</i> L.                               | 14         | 28         | 27         | 40         | 30         | 37         | 49         | 225          |
| <i>Pisum sativum</i> L. sensu lato                        | 12         | 9          | 11         | 21         | 11         | 13         | 14         | 91           |
| <i>Lolium perenne</i> L.                                  | 3          | 4          | 6          | 16         | 20         | 16         | 26         | 91           |
| <i>Triticum durum</i> Desf.                               | 7          | 13         | 13         | 13         | 8          | 13         | 13         | 80           |
| <i>Beta vulgaris</i> L. ssp. vulgaris var. altissima Döll | 12         | 5          | 6          | 3          | 8          | 17         | 3          | 54           |
| <b>Total</b>  | <b>365</b> | <b>443</b> | <b>450</b> | <b>435</b> | <b>538</b> | <b>592</b> | <b>662</b> | <b>3 485</b> |

À titre de comparaison, le tableau ci-dessous indique le nombre de demandes reçues chaque année pour toutes les espèces agricoles:

| Toutes espèces agricoles | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | 2007       | 2008       | Total        |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| <b>Total</b>             | <b>417</b> | <b>495</b> | <b>536</b> | <b>499</b> | <b>610</b> | <b>732</b> | <b>790</b> | <b>4 079</b> |



Tests DHS sur des tournesols, Bulgarie

Le secteur agricole couvre aujourd'hui 70 espèces, dont 18 (*Phacelia tanacetifolia*, *Cathamus tinctorius*, *Agrostis stolonifera*, *Lotus corniculatus*, etc.) ont fait l'objet d'une seule demande.

Pour ce qui est de l'examen technique des variétés candidates, dans de nombreux cas, l'essai DHS a été réalisé au préalable dans le cadre de la procédure d'établissement des listes nationales ou l'est actuellement dans le cadre du dépôt de la demande. Selon l'article 27 des modalités d'exécution [règlement (CE) n° 1239/95 de la Commission], le rapport DHS peut être repris auprès de l'office d'examen compétent s'il constitue une base décisionnelle suffisante.

Globalement, la relation entre les examens techniques effectués pour le compte de l'Office et les rapports repris pour toutes les espèces agricoles est demeurée stable ces dernières années. En moyenne, 80 % des rapports peuvent être repris auprès des offices d'examen.

Le nombre d'examens techniques réalisés pour le compte de l'Office est généralement supérieur pour les variétés d'espèces de lignées naturelles, dont notamment le maïs, le tournesol et la betterave.

### «Nouvelles espèces» agricoles

Pour les espèces suivantes, une demande de protection des obtentions végétales a été introduite auprès de l'Office pour la première fois en 2008:

- *Hordeum chilense* x *Triticum turgidum* — Tritordeum;
- *Brassica oleracea* L. convar. *acephala* (DC.) Alef. — Forage kale;
- *Triticum monococcum* — Einkorn.



Tests DHS sur du blé, Bulgarie



Tests DHS sur des poivrons, Espagne



### 9.1.3. Espèces potagères

Après le recul des demandes portant sur les espèces potagères enregistrées en 2007 (– 15 % par rapport à 2006), leur nombre a augmenté de 39 % en 2008 pour atteindre le niveau record de 410 demandes. À titre de comparaison, en 2008, les demandes d'inscription sur les listes nationales déposées dans les différents États membres sont restées stables ou bien ont enregistré une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Cette forte progression des demandes de PCOV pour les espèces potagères est surtout attribuable au doublement des demandes portant sur les lignées parentales (en particulier pour les cultures sous serre), qui ont représenté un nombre total de 138 en 2008 contre 69 seulement l'année précédente. Quant aux demandes portant sur les variétés hybrides d'espèces potagères, elles sont restées stables (66). Cette nouvelle tendance à protéger les lignées parentales traduit une fois de plus la confiance que les multiplicateurs de semences potagères accordent au régime de protection communautaire pour «s'assurer» contre d'éventuels contrefacteurs.

Il semble aussi que la protection des variétés potagères ait été stimulée par une modification de la législation néerlandaise qui, depuis 2008, permet aux entreprises qui déposent une demande de protection de propriété intellectuelle pour leurs nouveaux produits/inventions de bénéficier de crédits d'impôt. Selon les informations recueillies par l'Office, certains des grands multiplicateurs d'espèces potagères basés aux Pays-Bas ont profité de cette opportunité pour déposer un plus grand nombre de demandes de PCOV. L'avenir nous dira si l'augmentation des demandes enregistrées en 2008 pour les espèces potagères se poursuivra en 2009 et au-delà, surtout dans le climat économique difficile que nous connaissons aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, l'OCW a identifié un domaine dans lequel il souhaiterait pouvoir constater une amélioration au niveau des chiffres, à savoir le nombre des variétés potagères qui sont répertoriées dans le catalogue commun mais qui ne font pas l'objet d'une protection communautaire par la suite. Il semble que plusieurs raisons incitent les obtenteurs à faire le choix de ne pas protéger un grand nombre de variétés potagères commerciales, même si, dans le même temps, plusieurs éléments d'information émanant du secteur indiquent que, si on les y encourageait, les obtenteurs pourraient dans le futur être tentés de déposer davantage de demandes de PCOV. L'Office étudiera dès lors la question de plus près dans les années à venir.

**Tableau 2 — Nombre de demandes pour les principales espèces potagères (2000-2008)**

| Espèces                        | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <i>Lactuca sativa</i>          | 62   | 41   | 53   | 80   | 106  | 94   | 93   | 101  | 116  |
| <i>Lycopersicon esculentum</i> | 5    | 12   | 11   | 17   | 32   | 30   | 68   | 27   | 55   |
| <i>Capsicum annum</i>          | 13   | 8    | 4    | 5    | 8    | 15   | 12   | 23   | 47   |
| <i>Cucumis sativus</i>         | 4    | 2    | 4    | 10   | 3    | 5    | 4    | 20   | 27   |
| <i>Pisum sativum</i>           | 24   | 10   | 15   | 16   | 16   | 19   | 28   | 16   | 23   |
| <i>Phaseolus vulgaris</i>      | 33   | 14   | 20   | 26   | 21   | 28   | 28   | 18   | 21   |
| <i>Cichorium endivia</i>       | 6    | 5    | 3    | 4    | 7    | 16   | 11   | 4    | 14   |



Portes ouvertes sur le thème des variétés potagères, Naktuinbouw, Pays-Bas

La tendance, apparue en 2006, selon laquelle la majorité des demandes néerlandaises de PCOV pour les espèces potagères (qui représentent environ 80 % de l'ensemble des demandes dans ce secteur) avait déjà fait l'objet au préalable d'une demande de protection nationale, semble s'être stabilisée en 2008. Le rapport entre les «reprises» et les examens techniques que l'OCV a organisés avec l'office d'examen néerlandais (Raad voor Plantenrassen) est à présent de 3/1. Il s'ensuit que, pour la majorité des variétés potagères, les rapports techniques sont à présent tenus bien plus tôt à la disposition de l'OCV. Alors qu'au milieu des années 2000, il s'écoulait en moyenne entre deux et trois ans entre le dépôt d'une demande de protection communautaire pour une espèce potagère et son octroi, ce délai est aujourd'hui compris entre un et deux ans, les obtenteurs pouvant donc bénéficier plus tôt de la protection communautaire (cela est d'autant plus important que la durée de vie des variétés potagères tend à être plutôt courte).

En octobre 2008, l'OCV a organisé sa première journée portes ouvertes consacrée aux espèces potagères au Naktuinbouw, le service néerlandais d'inspection de l'horticulture. Les échanges constructifs qui ont eu lieu durant toute cette journée, en présence d'un grand nombre de représentants de multiplicateurs de semences et d'offices d'examen, ont mis en lumière plusieurs sujets d'intérêt pour le secteur. Cette journée a permis à l'OCV d'identifier différents aspects dont l'efficacité pouvait être améliorée, notamment en ce qui concerne la planification et la durée des examens techniques portant sur les espèces potagères. Ayant déjà tenu une discussion préliminaire sur certains de ces aspects lors de la réunion annuelle des experts en espèces potagères de décembre 2008, l'Office procédera à une analyse plus approfondie des possibilités d'amélioration des procédures en 2009.

#### 9.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV portant sur les espèces fruitières a augmenté de 9 % en 2008 par rapport à l'année précédente, pour atteindre un nouveau record de 181 demandes annuelles. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation substantielle qu'ont enregistrée les demandes concernant les trois principales espèces fruitières (pêches/hectarines, fraises et pommes), après le recul qu'elles avaient toutes accusé en 2007 (voir le tableau 3). À l'inverse, les demandes portant sur les abricotiers, qui n'avaient cessé d'augmenter pendant toute la décennie, se sont réduites à 13 seulement.

L'augmentation des demandes portant sur les espèces fruitières, observée en 2008, est d'autant plus encourageante que l'Office avait craint que ces demandes ne diminuent à partir de 2007 à la suite de la hausse des taxes d'examen applicables dans ce secteur.

**Tableau 3 — Nombre de demandes pour les principales espèces fruitières (2000-2008)**

| Espèces                     | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| <i>Prunus persica</i>       | 22   | 27   | 35   | 36   | 51   | 32   | 53   | 33   | 50   |
| <i>Fragaria x ananassa</i>  | 15   | 27   | 13   | 26   | 7    | 25   | 21   | 19   | 36   |
| <i>Malus domestica</i>      | 17   | 17   | 26   | 18   | 10   | 30   | 18   | 15   | 21   |
| <i>Prunus armeniaca</i>     | 6    | 6    | 10   | 11   | 22   | 8    | 29   | 26   | 13   |
| <i>Vaccinium corymbosum</i> | 0    | 0    | 0    | 0    | 8    | 4    | 0    | 12   | 16   |
| <i>Rubus idaeus</i>         | 1    | 0    | 3    | 10   | 4    | 1    | 4    | 14   | 12   |





Présentation de différentes variétés mutantes de la pomme «Gala», France



Test DHS sur des prunes européennes, Allemagne

En effet, comme indiqué dans le rapport annuel de l'année dernière, les représentants des obtenteurs du secteur fruitier avaient fait savoir à l'Office que le coût du dépôt d'une demande de PCOV devenait trop lourd et qu'il fallait donc trouver des moyens de le réduire. L'Office a donc abordé ce problème lors de la réunion annuelle des experts en espèces fruitières d'octobre 2008 et suggéré plusieurs domaines dans lesquels des améliorations pouvaient être apportées quant à l'efficacité et à la durée des examens techniques. Malgré leurs avis divergents sur les propositions préliminaires, les offices d'examen ont été unanimes à reconnaître que des gains d'efficacité pouvaient être réalisés dans les domaines suivants: a) taxes d'un montant différent pour les années d'établissement et les années d'observation; b) type de matériel végétal à envoyer aux fins de l'examen DHS; c) nombre de périodes d'observation; d) rationalisation, harmonisation et gestion des collections de référence; e) réduction de la liste des caractéristiques dans les protocoles de l'OCV. En 2009, l'Office mettra en place un groupe de travail chargé de procéder à une analyse plus approfondie de chacun de ces domaines afin de présenter des propositions formelles d'améliorations à apporter au système.

La désignation, en 2008, du Mexique et du Brésil comme offices d'examen de l'OCV pour, respectivement, l'avocat et l'ananas est un événement qui mérite d'être mentionné dans le secteur fruitier. Ces deux pays sont en effet les premiers pays des Amériques à avoir été nommés offices d'examen de l'OCV. Mais, comme le nombre de demandes de protection communautaire d'espèces de fruits exotiques continue d'augmenter, il est probable qu'à l'avenir, l'Office aura plus fréquemment recours aux services d'autorités d'États non membres de l'Union européenne s'il s'avère impossible de trouver pour ces fruits exotiques des offices d'examen appropriés à l'intérieur de ses frontières.

### 9.1.5. Origine des demandes

Depuis sa fondation, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes de plus de 50 pays. Toutes ces années ou presque, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par l'Allemagne, la France et les États-Unis. En 2007, un des grands demandeurs de protection communautaire des obtentions végétales a transféré l'ensemble de ses demandes et de ses droits des Pays-Bas vers la Suisse. À la suite de ce transfert, la Suisse est entrée dans la liste des dix principaux pays (voir le tableau 4). En 2008, les dix principaux pays représentaient 93,2 % de toutes les demandes déposées auprès de l'OCV. Il ressort également du tableau que, abstraction faite de la Suisse, l'origine des demandes reçues ne fluctue que légèrement.

**Tableau 4 — Liste des dix principaux pays en terme de dépôt de demandes de protection communautaire des variétés végétales (1996-2008)**

| Nombre de demandes: nombres absolus (nombres relatifs) |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |                 |                 |                  |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Pays du principal demandeur                            | 1996          | 1997          | 1998          | 1999          | 2000          | 2001          | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | 2007            | 2008            | Total            |
| Pays-Bas   | 479<br>(34,6) | 553<br>(36,1) | 653<br>(35,6) | 731<br>(38,9) | 796<br>(39,5) | 782<br>(36,2) | 775<br>(34,9) | 833<br>(33,1) | 889<br>(33,5) | 853<br>(31,2) | 903<br>(33,0) | 1 015<br>(34,1) | 1 050<br>(34,8) | 10 312<br>(34,8) |
| Allemagne  | 223<br>(16,1) | 241<br>(15,8) | 299<br>(16,3) | 311<br>(16,5) | 289<br>(14,4) | 311<br>(14,4) | 385<br>(17,3) | 320<br>(12,7) | 381<br>(14,3) | 411<br>(15,0) | 401<br>(14,7) | 481<br>(16,0)   | 381<br>(12,6)   | 4 435<br>(14,6)  |
| France   | 162<br>(11,7) | 210<br>(13,7) | 260<br>(14,2) | 303<br>(16,1) | 242<br>(12,0) | 332<br>(15,4) | 239<br>(10,8) | 302<br>(12,0) | 337<br>(12,7) | 313<br>(11,5) | 332<br>(12,1) | 362<br>(12,1)   | 407<br>(13,5)   | 3 801<br>(12,8)  |
| États-Unis   | 86<br>(6,2)   | 142<br>(9,3)  | 191<br>(10,4) | 136<br>(7,2)  | 234<br>(11,6) | 233<br>(10,8) | 267<br>(12,0) | 365<br>(14,5) | 358<br>(13,5) | 311<br>(11,4) | 315<br>(11,5) | 372<br>(12,5)   | 363<br>(12,0)   | 3 373<br>(11,4)  |
| Royaume-Uni  | 126<br>(9,1)  | 76<br>(5,0)   | 81<br>(4,4)   | 81<br>(4,3)   | 122<br>(6,1)  | 126<br>(5,8)  | 82<br>(3,7)   | 69<br>(2,7)   | 129<br>(4,9)  | 152<br>(5,6)  | 103<br>(3,8)  | 119<br>(4,0)    | 102<br>(3,4)    | 1 368<br>(4,6)   |
| Danemark   | 87<br>(6,3)   | 83<br>(5,4)   | 79<br>(4,3)   | 107<br>(5,7)  | 108<br>(5,4)  | 71<br>(3,3)   | 97<br>(4,4)   | 167<br>(6,6)  | 145<br>(5,5)  | 105<br>(3,8)  | 114<br>(4,2)  | 81<br>(2,7)     | 119<br>(3,9)    | 1 363<br>(4,6)   |
| Suisse   | 47<br>(3,4)   | 48<br>(3,1)   | 45<br>(2,5)   | 57<br>(3,0)   | 51<br>(2,5)   | 34<br>(1,6)   | 52<br>(2,3)   | 108<br>(4,3)  | 142<br>(5,3)  | 260<br>(9,5)  | 230<br>(8,4)  | 100<br>(3,2)    | 167<br>(5,5)    | 1 341<br>(4,5)   |
| Italie   | 34<br>(2,5)   | 28<br>(1,8)   | 67<br>(3,7)   | 37<br>(2,0)   | 52<br>(2,6)   | 73<br>(3,4)   | 65<br>(2,9)   | 67<br>(2,7)   | 60<br>(2,3)   | 61<br>(2,2)   | 51<br>(1,9)   | 73<br>(2,4)     | 88<br>(2,9)     | 756<br>(2,5)     |
| Belgique   | 61<br>(4,4)   | 20<br>(1,3)   | 43<br>(2,3)   | 36<br>(1,9)   | 41<br>(2,0)   | 46<br>(2,1)   | 46<br>(2,1)   | 63<br>(2,5)   | 56<br>(2,1)   | 44<br>(1,6)   | 77<br>(2,8)   | 45<br>(1,5)     | 70<br>(2,3)     | 648<br>(2,2)     |
| Espagne  | 13<br>(0,9)   | 18<br>(1,2)   | 31<br>(1,7)   | 22<br>(1,2)   | 24<br>(1,2)   | 31<br>(1,4)   | 45<br>(2,0)   | 46<br>(1,8)   | 29<br>(1,1)   | 29<br>(1,1)   | 43<br>(1,6)   | 65<br>(2,2)     | 65<br>(2,2)     | 461<br>(1,6)     |

## 9.2. Octroi des protections

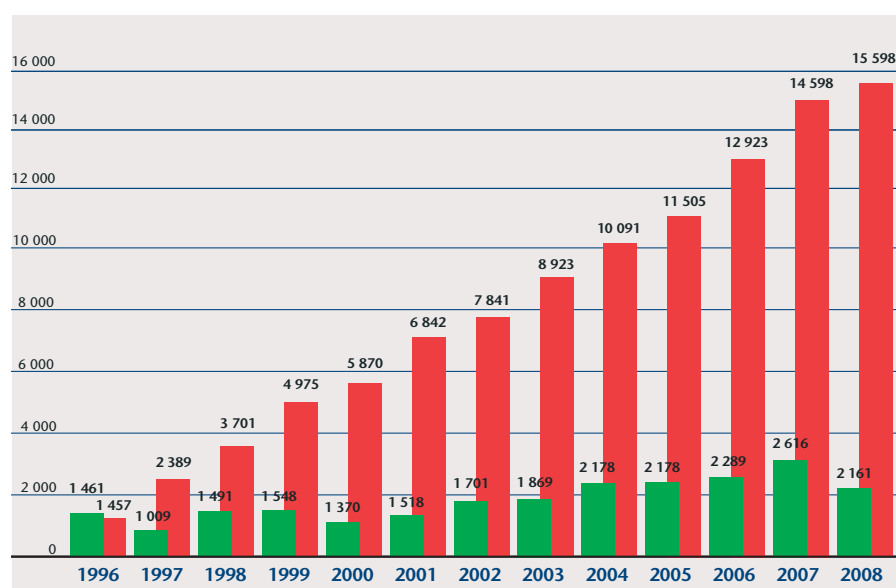
En 2008, l'Office a octroyé plus de 2 200 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2008) est publiée en annexe du présent rapport annuel.

À la fin de l'année 2008, plus de 15 500 protections communautaires étaient en vigueur. Le graphique ci-dessous montre le nombre de titres octroyés par année entre 1996 et 2008 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

**Graphique 6**

Titres de protection communautaire d'obtentions végétales octroyés et titres en vigueur (1996-2008)

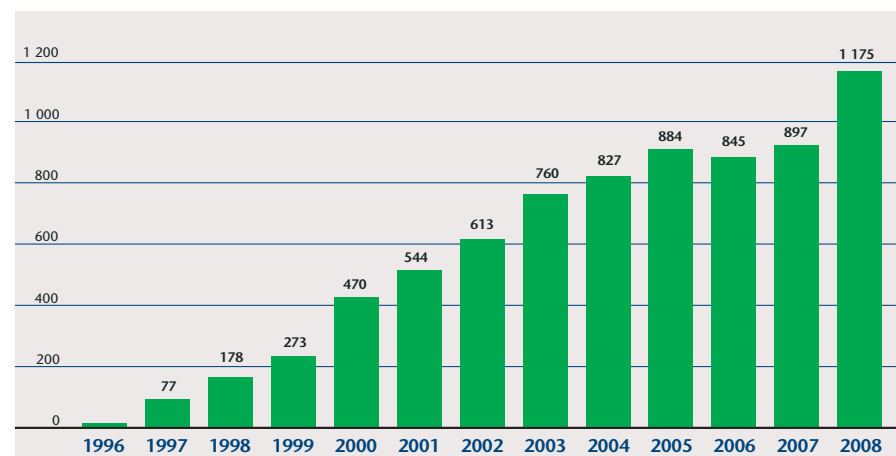
- Titres octroyés
- Titres en vigueur



Le développement du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considéré en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 7). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons en dépit de l'augmentation remarquable du nombre de titres abandonnés. L'augmentation des abandons n'a rien d'étonnant en soi mais, vu son importance, cette hausse pourrait être analysée comme l'anticipation de la hausse des taxes annuelles.

**Graphique 7**

Nombre d'abandons de titres de protection communautaire d'obtentions végétales (1996-2008)





## 9.3. Examens techniques

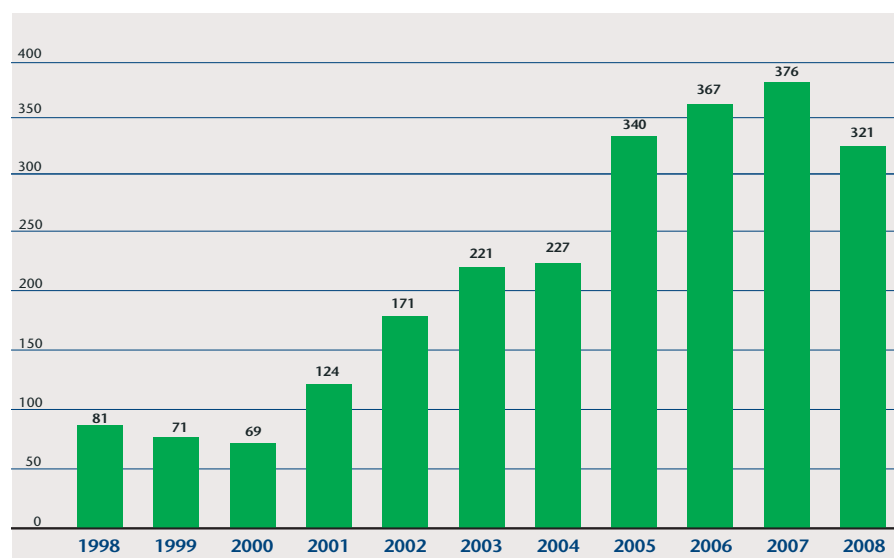
En 2008, l'OCV a réalisé 1 892 examens techniques, soit 159 de moins qu'en 2007. Cette diminution est liée à celle du nombre de demandes portant sur les espèces ornementales, qui n'est pas compensée par la hausse des demandes concernant les espèces potagères et agricoles pour lesquelles, généralement, les examens techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. L'annexe du présent rapport fournit la liste détaillée des offices d'examen dans lesquels les examens techniques sont menés.

### 9.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales d'autres pays fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCV (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique ci-dessous montre le nombre de rapports que l'Office a mis à la disposition d'autres autorités.

**Graphique 8**

Évolution du nombre de rapports d'essais DHS vendus à d'autres autorités de protection des variétés végétales (1998-2008)



À la fin de 2008, l'Office avait vendu 2 371 rapports techniques à 36 pays. Les pays les plus importants figurent dans le tableau présenté ci-après. Le nombre de demandes de rapports émanant des pays d'Amérique du Sud a nettement augmenté en 2008, surtout dans le secteur ornemental.

**Tableau 5 — Liste des huit principaux pays ayant acheté des rapports techniques DHS à l'OCVV (1998-2008)**

| Pays             | Nombre de rapports achetés |
|------------------|----------------------------|
| Israël           | 434                        |
| Suisse           | 247                        |
| Équateur         | 232                        |
| Norvège          | 204                        |
| Brésil           | 198                        |
| Nouvelle-Zélande | 168                        |
| Colombie         | 155                        |
| Canada           | 125                        |

### 9.3.2. Relations avec les offices d'examen

#### 9.3.2.1. Onzième et douzième réunions annuelles avec les offices d'examen

La réunion annuelle 2007 de l'OCW avec ses offices d'examen, à laquelle participent également des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations professionnelles d'obteneurs (Ciopora et ESA) a dû être reportée en mars 2008 en raison d'une grève dans le secteur ferroviaire. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- échange électronique de données;
- deux procédures d'utilisation de caractéristiques supplémentaires lors des examens techniques;
- communication des résultats des examens;
- mise en œuvre des orientations techniques de l'UPOV;
- modification des procédures existantes concernant les vérifications techniques et la conservation du matériel végétal en cas de résultats négatifs des examens;
- organisation d'audioconférences et/ou de téléconférences;
- conservation des échantillons à la suite d'une saisie de matériel végétal par les autorités douanières;
- données à conserver par les offices d'examen.

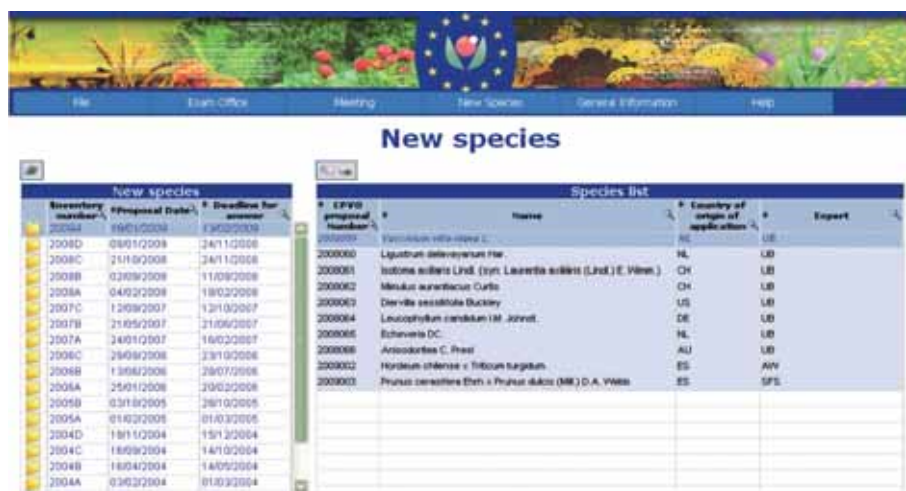
Par ailleurs, les participants ont été informés de l'état de la situation concernant la discussion stratégique et les dénominations variétales, le groupe de travail de la Commission européenne sur une éventuelle extension des activités de l'OCW et la participation d'experts externes aux essais DHS réalisés par les offices d'examen.

La douzième réunion de l'OCW avec ses offices d'examen a eu lieu, comme prévu, en décembre 2008. Les principaux points examinés ont été les suivants:

- contrôle qualité des offices d'examen;
- clarification du statut des documents examinés lors de la réunion annuelle de l'OCW avec ses offices d'examen;
- gestion des données conservées par les offices d'examen;
- communication des résultats des examens;
- modification de la procédure de vérification technique;
- délais de présentation des rapports intérimaires sur les examens techniques;
- réduction de la durée/du coût des examens techniques pour les plantes fruitières.



12<sup>e</sup> réunion annuelle des offices d'examen, Angers, France, décembre 2008



Extranet destiné aux agents de liaison techniques

Les participants ont également été informés de l'état d'avancement du système de demandes en ligne et du site internet destiné aux agents de liaison techniques, ainsi que de l'introduction d'une date d'entrée en vigueur pour les protocoles techniques.

### 9.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2008, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration (voir le chapitre 4). Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: un projet de protocole a été examiné pour le *Lolium* et la *Festuca ssp.*, ainsi que des révisions pour le *Brassica napus* et le *Triticum aestivum*;
- experts en espèces fruitières: révisions ou projets de protocoles techniques pour quatre espèces (cassis, fraise, vigne et argousier);
- experts en espèces ornementales: révisions ou projets de protocoles techniques pour six taxons botaniques (*Impatiens New Guinea*, *Kalanchoe*, *Pointsettia*, *Osteospermum*, *Nemesia* et *Portulaca*);
- experts en espèces potagères: discussion sur des protocoles pour 13 espèces (carotte, concombre, épinard, céleri, céleri-rave, chou chinois, ciboulette, roquette des jardins, oignon et échalote, poireau, panais, roquette sauvage et betterave).

### 9.3.2.3. Poursuite du développement de la base de données centralisée sur les dénominations variétales

En juillet 2005, l'Office a mis en ligne un site internet afin d'évaluer les similitudes entre différentes propositions de dénominations variétales. Actuellement, la base de données contient plus d'un demi-million de dénominations provenant de listes d'inscription nationales et de registres de protection des obtentions végétales de l'Union européenne et des États membres de l'UPOV. L'accès à la base de données est limité aux autorités nationales des États membres de l'Union européenne, à la Commission européenne et à l'UPOV. Depuis 2007, une nouvelle version du site internet offre également aux demandeurs et à leurs représentants chargés des procédures qui sont basés dans l'Union européenne la possibilité d'effectuer une vérification préalable des propositions de dénomination pour déceler les éventuelles similitudes. Grâce à la bonne coopération instaurée avec la Vaste Keuring Commissie (VKC), l'Office a commencé en 2008 à ajouter régulièrement les dénominations des variétés commercialisées aux Pays-Bas. Il s'agit en



Tests DHS sur des oignons, Espagne



Réunion des experts en céréales à l'OCVV, mars 2008

particulier des variétés enregistrées dans le système d'enchères néerlandais ainsi que des variétés de bulbes et d'espèces vivaces enregistrées aux Pays-Bas.

#### 9.3.2.4. Réunions des experts en culture

Quatre réunions et conférences téléphoniques avec des experts en espèces agricoles ont eu lieu dans l'année pour discuter de la conception d'essais et de normes d'uniformité pour le blé, de la révision du protocole technique pour le colza et de la préparation des protocoles techniques pour le *Lolium* et la *Festuca*.

Une réunion d'experts en culture fruitière a été tenue en vue d'examiner les points suivants: la création d'un protocole technique de l'OCV ou la révision du protocole existant pour quatre espèces; les documents phytosanitaires; la faisabilité d'une réduction de la durée/du coût des examens techniques portant sur les espèces fruitières; les activités de communication dans le secteur fruitier; un éventuel nouveau projet de R & D concernant les groupes de mutations de pommes.

Deux réunions d'experts en culture potagère ont été tenues en vue de discuter: de la révision ou création de 13 protocoles techniques de l'OCV; de la réduction des écarts entre les variétés candidates d'une même espèce; de la conclusion du projet de R & D «Harmonisation des essais de résistance aux maladies des espèces potagères au sein de l'Union européenne» et de la présentation des premiers résultats de l'étude interlaboratoire subséquente; de la faisabilité d'une réduction de la durée/du coût des examens techniques portant sur les espèces potagères.

Les experts en espèces ornementales se sont réunis pour discuter des questions techniques que sont les informations relatives aux caractéristiques non observées, l'organisation des vérifications techniques et des éventuels projets de R & D ainsi que les protocoles techniques pour 13 taxons botaniques.

#### 9.3.2.5. Collaboration avec le Japon

En 2006, le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) et l'OCV ont lancé une coopération relative aux examens techniques. En 2008, dans le cadre de cette coopération, les experts du Japon se sont rendus à l'OCV et dans ses offices d'examen en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les membres de l'OCV et le Bundessortenamt allemand ont visité l'office d'examen japonais travaillant pour le compte du MAFF. Ces visites techniques avaient pour but d'harmoniser la conduite des examens techniques concernant plusieurs espèces ornementales. En conséquence, le



Visite du MAFF à l'OCVV, mars 2008

MAFF a commencé à la fin de 2007 à fonder ses décisions relatives aux demandes de protection d'obtentions végétales sur les examens techniques réalisés par les offices d'examen européens. De même, le conseil d'administration de l'Office a accepté que les résultats des examens DHS réalisés au Japon pour les variétés de *Petunia* et *Calibrachoa* soient utilisés à partir de 2008.

#### 9.3.2.6. Procédures pour les nouvelles espèces

Au cours de l'année 2008, l'OCV a reçu des demandes concernant des variétés de 66 taxons botaniques pour lesquels aucune demande de PCOV n'avait été déposée auparavant. Quatre enquêtes (appelées «procédures applicables aux nouvelles espèces») ont été lancées par l'OCV en 2008. À la suite de ces enquêtes, les 39 taxons botaniques suivants ont pu être attribués à des offices d'examen sur décision du conseil d'administration:

*Acalypha godseffiana* hort. Sander ex Mast.  
*Alocasia infernalis* P.C. Boyce  
*Beta vulgaris* L. ssp. *vulgaris* var. *cicla* (L.) Ulrich  
*Betula nigra* L.  
*Carex oshimensis* Nakai  
*Carex trifida* Cav.  
*Catharanthus* G. Don  
*Chamaecyparis obtusa* (Siebold & Zucc.) Endl.  
*Cotoneaster* Medik.  
*Crinum bulbispermum* (Burm. f.) Milne-Redh. & Schweick.  
*Dischidia* R. Br.  
*Euryops pectinatus* (L.) Cass.  
*Fallopia sachalinensis* (F. Schmidt) Ronse Decr.  
*Festuca glauca* Vill.  
*Fothergilla major* Lodd. et al.  
*Hakonechloa macra* (Munro) Makino  
*Haworthia limifolia* Marloth  
*Kerria japonica* (L.) DC.  
*Loropetalum chinense* (R. Br.) Oliv.

*Magnolia kobus* DC.  
*Miltonia* Lindl.  
*Ornithopus sativus*  
*Paulownia fortunei* (Seem.) Hemsl. x *P. tomentosa* (Thunb.) Steud.  
*Paulownia* Sieb. et Zucc.  
*Pennisetum setaceum* (Forssk.) Chiov.  
*Philadelphus* L.  
*Prunella* L.  
*Prunus salicina* Lindl. x *Prunus avium* L.  
*Ptilotus exaltatus* Nees  
*Quercus ilex* L.  
*Rhapis* L. f. ex Aiton  
*Sansevieria kirkii* Baker  
*Senecio ficoides* (L.) Sch.Bip.  
*Stokesia laevis* (Hill) Greene  
*Syringa* L.  
*Trachelospermum asiaticum* Nakai  
*Trachelospermum jasminoides* (Lindl.) Lem.  
*Vaccinium virgatum* Aiton  
*xOdontocidium* Hort.

Une procédure d'habilitation écrite a été lancée au cours du dernier trimestre 2008 pour onze espèces. Elle devrait aboutir d'ici à la fin du premier trimestre 2009. Une procédure a également été lancée en janvier 2009 pour huit nouvelles espèces, reçues au cours du dernier trimestre 2008. La décision correspondante devrait être connue en mars 2009.

### Nouvelles habilitations/extensions des habilitations existantes

#### Habilitation de l'office d'examen de Pologne pour les espèces suivantes:

*Juniperus* L.  
*Leucothoë axillaris* (Lam.) D. Don  
*Picea abies* (L.) H. Karst.  
*Picea glauca* (Moench) Voss  
*Pinus nigra* Arnold  
*Salix* L.  
*Thuja* L.

#### Habilitation de l'office d'examen de Finlande pour les espèces suivantes:

*Avena sativa* L. (avoine)  
*Festuca arundinacea* (fétuque élevée)  
*Festuca pratensis* (fétuque des prés)  
*Hordeum vulgare* L. (orge)  
*Phalaris arundinacea* (alpestre roseau)  
*Phleum pratense* (fléole)



*Poa pratensis* (pâturin des prés)  
*Secale cereale* L. (seigle)  
*Trifolium pratense* (trèfle violet)  
*Trifolium repens* (trèfle blanc)  
*Triticum aestivum* L. (blé)

**Habilitation de l'office d'examen du Japon pour la «reprise» des rapports DHS concernant les espèces suivantes:**

*Petunia* Juss.  
*Calibrachoa* Llave & Lex.  
*Petunia* Juss. x *Calibrachoa* Llave & Lex.

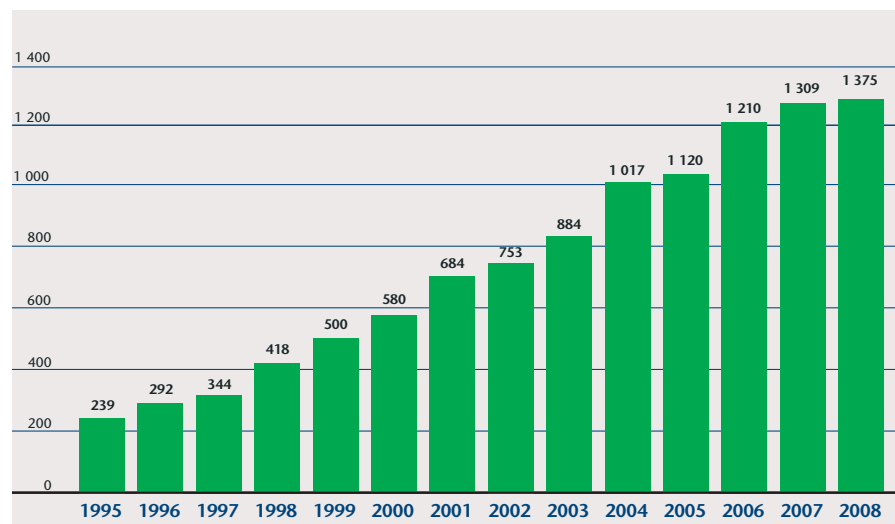
**Extensions d'habilitation:**

- offices d'examen du Danemark et du Royaume-Uni pour les espèces *Liriope spicata* (Thunb.) Lour et *Ophiopogon japonicus* (L.f.) Ker Gawl.;
- offices d'examen du Danemark et du Royaume-Uni pour les genres *Liriope* Lour. et *Ophiopogon* Ker Gawl.;
- office d'examen du Royaume-Uni pour l'espèce *Iberis sempervivens* L.;
- office d'examen du Royaume-Uni pour le genre *Iberis* L.

Le graphique 9 montre l'évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCV a reçu des demandes. À la fin de 2008, des demandes pour des variétés appartenant à 1 375 taxons botaniques ont été déposées auprès de l'Office.

**Graphique 9**

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCV a reçu des demandes (1995-2008)





#### 9.3.2.7. Liste des offices d'examen travaillant pour le compte de l'OCVV

Centre wallon de recherches agronomiques  
Département «Production végétale»  
Rue de Liroux 9  
5030 Gembloux, BELGIQUE  
<http://www.cra.wallonie.be>

---

Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek (ILVO) — Eenheid Plant — Teelt en  
Omgeving  
Caritastraat 21  
9090 Melle, BELGIQUE  
<http://www.ilvo.vlaanderen.be>

---

Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (UKZUZ)  
Hroznová 2  
656 06 Brno, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
<http://www.ukzuz.cz>

---

Ministry of Food, Agriculture and Fisheries  
Plant Directorate Department of Variety Testing  
Teglvaerksvej 10, Tystofte  
4230 Skælskør, DANEMARK  
<http://eng.agrsci.dk>

---

Bundessortenamt (BSA)  
Osterfelddamm 80 Postfach 610440  
30627 Hannover, ALLEMAGNE  
<http://www.bundessortenamt.de>

---

Plant Production Inspectorate  
Variety Control Department  
Vabaduse plats 4  
71020 Viljandi, ESTONIE  
<http://www.plant.agri.ee>

---

Department of Agriculture, Fisheries and Food (DAFF)  
Office of the Controller of Plant Breeders' Rights  
Backweston Farm  
Leixlip Co. Kildare, IRLANDE  
<http://www.gov.ie/daff>

---

Ministry of Agriculture  
Directorate of Inputs of Plant Productions Section A  
Acharnon Street 2

10167 Athina, GRÈCE  
<http://www.varinst.gr>

---

Oficina Española de Variedades Vegetales (OEVV)  
Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino  
Calle Alfonso XII nº 62, 2ª planta  
28014 Madrid, ESPAGNE  
<http://www.mapya.es>

---

Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES)  
Rue Georges Morel — BP 90024  
49071 Beaucouzé Cedex, FRANCE  
<http://www.geves.fr>

---

Ente Nazionale delle Sementi Elette (ENSE)  
Via Ugo Bassi 8  
20159 Milano, ITALIE  
<http://www.ense.it>

---

CRA-FRU  
Centro di Ricerca per la Frutticoltura  
Via di Fioranello 52  
00134 Roma, ITALIE  
<http://frutticoltura.entecra.it>

---

CRA-VIT  
Centro di Ricerca per la Viticoltura  
Viale XXVIII Aprile 26  
31015 Conegliano Veneto (TV), ITALIE  
<http://www.inea.it/isv/>

---

Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia  
Seed Control Department  
Lubāņas Street 49  
LV-1073 Riga, LETTONIE  
<http://www.vaad.gov.lv>

---

Central Agricultural Office (OMMI)  
Keleti Karoly U. 24  
1024 Budapest, HONGRIE  
<http://www.ommi.hu>

---

Raad voor Plantenrassen  
Bennekomseweg 41  
6717 LL Ede, PAYS-BAS  
<http://www.plantenrassen.nl>

---

Bundesamt für Ernährungssicherheit  
Spargelfeldstraße 191 Postfach 400

1226 Wien, AUTRICHE  
<http://www.ages.at>

---

Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych (Coboru)  
63-022 Słupia Wielka, POLOGNE  
<http://www.coboru.pl>

---

Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural (DGADR)  
Divisão Sementes, Variedades e Recursos Genéticos  
Edifício 2 — Tapada de Ajuda  
1349-018 Lisboa, PORTUGAL  
<http://www.dgadr.pt>

---

Central Controlling and Testing Institute in Agriculture (UKSUP)  
Variety Testing Department  
Matúškova 21  
83316 Bratislava, SLOVAQUIE  
<http://www.uksup.sk>

---

Jordbruksverket  
SE-551 82 Jönköping, SUÈDE  
<http://www.sjv.se>

---

Plant Variety Rights Office (PVRO)  
Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA)  
White House Lane, Huntingdon Road  
Cambridge CB3 0LF, ROYAUME-UNI  
<http://www.defra.gov.uk>

---

National Institute of Agricultural Botany (NIAB)  
Ornamental crops  
Huntingdon Road  
Cambridge CB3 0LE, ROYAUME-UNI  
<http://www.niab.com>

---

Plant Breeders' Rights Testing Unit  
The Volcani Center PO Box 6  
50250 Beit Dagan, ISRAËL  
<http://www.agri.gov.il>

---

Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS)  
Av. Presidente Juárez 13  
Col. el Cortijo  
54000 Tlalnepantla, MEXIQUE  
<http://www.sagarpa.gob.mx>

---

Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, Seeds & Seedlings Division  
1-2-1 Kasumigaseki Chiyodaku  
100-8950 Tokyo, JAPON  
<http://www.maff.go.jp>

---

La liste détaillée des offices d'examen habilités pour toutes les espèces est par ailleurs annexée au présent rapport annuel.

#### 9.3.2.8. Participation aux salons internationaux et aux journées portes ouvertes

L'OCV considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2008, l'Office a participé à trois salons et trois journées portes ouvertes.

À la fin de janvier 2008, l'Office prenait part, pour la cinquième fois, au salon «IPM» d'Essen (Allemagne), partageant un stand avec l'office d'examen allemand (le Bundessortenamt). Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales.

#### Organisation d'une réunion pour les obtenteurs d'orchidées

Le nombre de demandes portant sur les orchidées a rapidement augmenté en 2007, en raison notamment de l'introduction de nouveaux genres d'orchidées testés pour le compte de l'OCV, à laquelle est venue s'ajouter l'arrivée de nouveaux clients dans le régime communautaire. C'est ce qui a motivé l'Office à organiser, en coopération avec son office d'examen des Pays-Bas, une réunion à l'intention des obtenteurs d'orchidées afin de discuter de différents aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales, et plus particulièrement de l'examen technique des variétés de différents genres. Cette réunion s'est tenue le 18 février 2008 à l'office d'examen des Pays-Bas. Compte tenu de la participation internationale et de la qualité des discussions, la réunion s'est révélée un moyen efficace de répondre aux besoins des parties prenantes.

Le Salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux obtenteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec l'office d'examen français, le GEVES.

#### Journées portes ouvertes au NIAB

L'Office a organisé le 24 juillet, en collaboration avec le NIAB, l'office d'examen britannique pour les espèces ornementales (Cambridge), une journée portes ouvertes à l'intention des obtenteurs de plantes vivaces et de chrysanthèmes. Tous les obtenteurs ayant déposé des demandes pour ces cultures, testées au NIAB, avaient été invités à y assister. Une vingtaine d'obteneurs ont répondu présents. Après une présentation générale des essais DHS, la journée portes ouvertes s'est poursuivie par une discussion. Puis les responsables des examens ont fait visiter les lieux aux participants. La participation active des obtenteurs,



Portes ouvertes pour les obtenteurs de *Chrysanthemum* et de plantes vivaces au NIAB, Royaume-Uni



L'OCV au salon HortiFair, Pays-Bas

venus des quatre coins de la planète, permet de conclure qu'une journée portes ouvertes représente un bon moyen pour procéder à des échanges de vues sur les essais DHS.

Une autre journée portes ouvertes a été organisée en octobre 2008, au Naktuinbouw, pour les obtenteurs d'espèces potagères. Celle-ci a été l'occasion d'aborder différentes questions liées au site des essais DHS en vue d'améliorer encore les procédures.

Le salon néerlandais HortiFair, qui se tient chaque année au mois d'octobre à Amsterdam, est une autre initiative du secteur ornemental à laquelle participe régulièrement l'Office. En l'occurrence, le stand était partagé avec le Raad voor Plantenrassen et le Naktuinbouw.

## 9.4. Agents de liaison techniques

L'OCV s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec les offices d'examen et les offices nationaux des États membres. Par conséquent, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau de contacts techniques dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- l'agent de liaison technique est désigné par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique;
- les changements de personnes sont communiqués à l'OCV par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCV le nom de la personne qui s'y rendra;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCV de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;



Agents de liaison techniques et représentants de l'OCWV, décembre 2008, France

- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCWV pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons à titre d'exemple:
  - les procédures relatives aux nouvelles espèces, pour préparer la proposition en vue de la nomination des offices d'examen au conseil d'administration,
  - les questionnaires relatifs aux dates de clôture, aux exigences de qualité, aux essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Les problèmes spécifiques (concernant une variété, par exemple) sont discutés en premier lieu au niveau de l'expert en culture de l'office d'examen et de l'expert concerné au sein de l'OCWV.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques habilités (au 31 décembre 2008) est présentée ci-dessous:

|                     |   |
|---------------------|---|
| John Austin         | Executive Agency of Variety Testing<br>Ministry of Agriculture and Forestry<br>Field Inspection and Seed Control<br>BULGARIE                  |
| Bronislava Bátorová | UKSUP<br>Central Controlling and Testing Institute in Agriculture<br>Department of Variety Testing<br>Variety Testing Department<br>SLOVAQUIE |
| Julia Borys         | Coboru<br>Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych<br>POLOGNE  |



|                   |  |
|-------------------|--|
| Maureen Delia     | Seeds and Other Propagation Material Unit<br>Plant Health Department<br>Rural Affairs and Paying Agency Division<br>Ministry of Rural Affairs and the Environment<br>MALTE |
| Gerhard Deneken   | Ministry of Food, Agriculture and Fisheries<br>Plant Directorate<br>Department of Variety Testing<br>DANEMARK  |
| José Fernandes    | DGADR<br>Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural<br>Divisão Sementes, Variedades e Recursos Genéticos<br>PORTUGAL  |
| Krieno Fikkert    | Raad voor Plantenrassen<br>PAYS-BAS  |
| Bruno Foletto     | Commission européenne<br>Direction générale de la santé et des consommateurs<br>Unité 1 — «Biotechnologies et santé des végétaux»  |
| Barbara Fürnweger | Bundesamt für Ernährungssicherheit<br>AUTRICHE   |
| Zsuzanna Füstös   | Central Agricultural Office<br>HONGRIE   |
| Primoz Grižon     | Ministry of Agriculture, Forestry and Food<br>Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia<br>SLOVÉNIE   |
| Joël Guiard       | GEVES<br>Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences<br>FRANCE  |
| Sigita Juciuvienė | Lithuanian State Plant Varieties Testing Center<br>LITUANIE  |
| Sofija Kalinina   | Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia<br>Seed Control Department<br>LETTONIE   |
| Ulf Kjellstrom    | Statens Utsädeskontroll<br>SUÈDE   |
| Angelos Kyrtzis   | Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment<br>Department of Agriculture<br>CHYPRE  |

|                       |   |
|-----------------------|---|
| David McGilloway      | Department of Agriculture, Fisheries and Food<br>Office of the Controller of Plant Breeders' Rights<br>IRLANDE                              |
| Andy Mitchell         | Plant Variety Rights Office (PVRO)<br>Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA)<br>ROYAUME-UNI                              |
| Paivi Mannerkorpi     | Commission européenne<br>Direction générale de la santé et des consommateurs  |
| Kaarina Paavilainen   | KTTK — Plant Production Inspection Centre<br>Seed Testing Department<br>FINLANDE  |
| Adriana Paraschiv     | State Office for Inventions and Trademarks<br>ROUMANIE  |
| Eha Puusild           | Plant Production Inspectorate<br>Variety Control Department<br>ESTONIE  |
| Beate Rücker          | Bundessortenamt<br>ALLEMAGNE  |
| Radmila Safarikova    | UKZUZ<br>Fruit Testing Station<br>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  |
| Luis Salaices Sánchez | Oficina Española de Variedades Vegetales<br>Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino<br>ESPAGNE                                  |
| Achilios Sotiriou     | Ministry of Rural Development<br>Variety Research Institute of Cultivated Plants<br>GRÈCE   |
| Domenico Strazzulla   | MIPAF — Ministero delle Politiche Agricole e Forestali<br>Dipartimento della Qualità dei Prodotti Agroalimentari<br>e dei Servizi<br>ITALIE |
| Camille Vanslembrouck | Office de la propriété intellectuelle<br>BELGIQUE   |
| Marc Weyland          | Administration des services techniques de l'agriculture<br>Service de la production végétale<br>LUXEMBOURG                                  |

## 9.5. Étude sur les semences de ferme

En janvier 2008, l'OCW a chargé le Dr Hans-Walter Rutz du Bundessortenamt de mener une étude sur les semences de ferme dans l'Union européenne. À cet effet, des questionnaires ont été élaborés sur la situation juridique des semences de ferme dans les États membres (24 questions), sur l'application d'accords entre titulaires de droits et agriculteurs (11 questions) et sur les données statistiques concernant différentes cultures afin d'évaluer le degré d'utilisation des semences de ferme. Les questionnaires portant sur la législation et les statistiques ont été adressés aux représentants des États membres au conseil d'administration de l'OCW, et le questionnaire concernant les accords aux membres de l'ESA (European Seed Association) et du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne).

Vingt-quatre réponses ont été reçues pour le questionnaire portant sur la législation, 23 pour celui concernant les accords et 22 pour les statistiques. Les réponses ont été reprises dans différents tableaux. Les résultats du questionnaire sur la législation sont présentés en trois groupes: États membres sans protection des obtentions végétales, États membres appliquant l'acte de 1961/1972 ou de 1978 de l'UPOV, et États membres appliquant l'acte de 1991 de l'UPOV.

Les réponses donnent un aperçu très complexe de la situation juridique et pratique dans les États membres. Les éventuelles cohérences entre le paramètre «évaluation de l'efficacité des systèmes de rémunération appliqués au niveau national» et les autres paramètres ont été analysées. Une cohérence positive a pu être observée entre l'efficacité des systèmes de rémunération appliqués et la transmission obligatoire ou volontaire d'informations par les autorités nationales. Les données statistiques démontrent que la variation du paramètre «degré d'utilisation des semences de ferme» est plus importante entre les États membres qu'au sein même de ceux-ci. On peut donc en déduire que la structure agricole des États membres a plus d'incidences sur le «degré d'utilisation des semences de ferme» que n'importe quel paramètre des systèmes de rémunération.

# 10. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE

En 2008, l'OCV a mis au point plusieurs outils destinés à un usage tant interne qu'externe:

- À la suite de l'étude finalisée en 2007, une nouvelle version du site internet dédié aux agents de liaison techniques a été lancée en février, avec un accès amélioré aux informations et élargi à des membres des offices d'examen.
- L'étude concernant la mise en place d'un système de demandes en ligne s'est poursuivie. Après avoir envisagé un grand nombre de possibilités afin de choisir le système le mieux adapté à l'Office, il a finalement été décidé que l'OCV mettrait au point un système qui générera en ligne et de manière dynamique les nombreux formulaires nécessaires pour déposer une demande de PCOV. Ce processus se poursuivra jusqu'à la mi-2009, en vue d'une ouverture au public prévue pour la fin de 2009.
- L'OCV ayant adopté une nouvelle identité graphique, une nouvelle charte graphique a aussi été conçue pour le site internet accessible au public, qui a donc été complètement remanié. Le nouveau site a été lancé dans quatre langues (allemand, anglais, français et néerlandais). La nouvelle plate-forme, qui est basée sur un logiciel libre, permettra d'ajouter des fonctionnalités sur le site afin de renforcer l'interaction avec les utilisateurs (moteur de recherche, flux RSS, bulletin d'information électronique).
- À la suite de la décision de changer de logiciel pour la gestion des ressources humaines, le service informatique a, tout au long du second semestre 2008, travaillé en collaboration avec le service «Ressources humaines» à la mise en place du nouveau logiciel «Centurio» pour en permettre l'utilisation à partir du début de 2009. Centurio a été créé par le Comité économique et social européen à Bruxelles. Pour sa part, le service informatique de l'OCV a mis au point un complément pour la gestion des congés.
- Le système de gestion électronique des documents «Docman» a été installé en juin 2008 pour les documents administratifs (comptabilité, achats). Il a ensuite été élargi, en décembre, aux dossiers de la présidence, aux dossiers de demandes et aux ressources humaines. Ce projet a mobilisé une grande partie des membres du personnel pendant toute l'année 2008. Ce système informatique se caractérise notamment par son intégration avec les autres systèmes informatiques, comme le système comptable et le système de base de données des demandes de protection des obtentions végétales (PVR).
- L'installation du logiciel intégré PIA5/EMP (comptabilité budgétaire et grand-livre) s'est poursuivie en 2008. Ce nouveau logiciel comptable est étroitement intégré au logiciel de gestion de l'application PVR et au système de gestion électronique des documents de l'OCV.



Page d'accueil du site web de l'OCV



Page web décrivant la mission de l'OCV

# 11. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

## 11.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA

L'OCW entretient des relations étroites avec les deux organisations d'obteneurs de variétés végétales qui représentent les utilisateurs de notre système: la Ciopora, la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée, et l'ESA (European Seed Federation) qui représente les obtenteurs de variétés agricoles et potagères au niveau européen. Les représentants des deux organisations prennent part à toutes les réunions d'experts techniques pertinentes organisées par l'Office, ainsi qu'à son programme de recherche et développement. La Ciopora et l'ESA participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Afin de permettre aux deux organisations de faire connaître leurs points de vue sur les questions devant être examinées par le conseil d'administration, une délégation de l'OCW et du conseil d'administration se réunit avec des représentants de la Ciopora et de l'ESA peu de temps avant chaque réunion du conseil d'administration.

## 11.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCW participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En 2008, en tant que membres de la délégation de la Communauté européenne, les fonctionnaires de l'OCW ont participé aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités de l'Union internationale suivants:

- Conseil de l'UPOV;
- Comité juridique et administratif;
- Comité technique;
- Comité consultatif;
- groupes de travail techniques (plantes agricoles, plantes potagères, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers);
- groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires (BMT);
- groupe consultatif du Comité juridique et administratif.

L'OCW a également assisté à des réunions spécifiques organisées par l'UPOV:

- symposium sur les contrats relatifs au droit des obtenteurs;
- réunion sur les demandes électroniques.

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCW. Le personnel de direction du bureau de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCW qui traitent des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCW a échangé des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations variétales afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les



Visite technique du groupe de travail TWO de l'UPOV, juin 2008, Naktuinbouw, Pays-Bas



Réunion annuelle du groupe de travail technique TWA de l'UPOV, juillet 2008, Afrique du Sud

variétés végétales de l'UPOV (UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que sur celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCW repose sur des codes attribués à des noms botaniques qui sont arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'Union européenne, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'Union européenne. L'OCW a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces de variétés de l'UPOV-ROM.

Plusieurs régions du monde regroupant des membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, commencent à s'intéresser aux détails et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. Il est fréquent que l'OCW envoie des intervenants dans les colloques et séminaires techniques organisés par l'UPOV.

### 11.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'OAPI, organisation intergouvernementale établie à Yaoundé (Cameroun), veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCW dans la gestion d'un système communautaire.

Le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.

Il est procédé à un échange régulier de publications.

En juin 2008, trois agents de l'OAPI ont effectué une visite d'étude auprès de l'OCW.





Visite technique d'une délégation de l'OAPI auprès d'un obtenteur de graminées, juin 2008, France

## 11.4. Contacts avec l'OCDE

L'OCW suit de près les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le secteur des semences et des variétés végétales. Le vice-président de l'OCW a assisté à la réunion du groupe consultatif élargi à Paris en janvier 2008, ainsi qu'à la réunion annuelle de l'OCDE à Chicago en juillet 2008.

## 11.5. Autres contacts

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- le secrétariat général de la Commission européenne: coordination des agences de l'Union européenne;
- la direction générale du personnel et de l'administration: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne;
- les responsables des agences européennes de certification des semences.

D'autres domaines d'activité extérieure peuvent également être mentionnés, notamment:

- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- le groupe de pilotage du service commun d'assistance SI2;
- la coordination des agences de l'Union européenne au niveau de la direction;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'Union européenne.

# 12. RELATIONS AVEC LA DG SANTÉ ET CONSOMMATEURS

## 12.1. Comité permanent «Protection communautaire des obtentions végétales»

Ce comité permanent s'est réuni à trois reprises en 2008 à Bruxelles, et l'Office a assisté à ses réunions. Tout au long de l'année 2008, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- la modification du règlement (CE) n° 1239/95 de la Commission concernant l'utilisation des moyens de communication électronique dans la procédure devant l'OCW;
- la refonte du règlement de la Commission établissant les règles d'application du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales;
- la modification du règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission établissant le montant des taxes annuelles et des taxes des examens techniques dues à l'OCW ainsi que les modes de paiement;
- la présentation par l'OCW de l'état de la situation en ce qui concerne la coopération technique entre les États membres et l'OCW dans le domaine des dénominations variétales.

## 12.2. Comité permanent «Semences et plants agricoles, horticoles et forestiers»

Ce comité permanent s'est réuni à six reprises en 2008 à Bruxelles, et des agents de l'Office ont assisté aux réunions dont le thème avait un lien avec le régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Tout au long de l'année 2008, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- la discussion sur les principales conclusions du groupe de travail sur une éventuelle extension des activités de l'OCW dans le secteur des semences;
- la discussion sur une proposition de directive de la Commission modifiant la directive 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 de la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères devant être couverts au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces potagères;
- la suite de la discussion sur une proposition de directive de la Commission concernant l'admission des races primitives et variétés menacées d'érosion génétique à des fins de commercialisation;



Champ de sélection de *Jugland nigra*, Espagne

- la coordination des activités de l'OCDE en ce qui concerne l'identité des variétés et l'éventuelle utilisation de synonymes pour les dénominations variétales;
- le processus d'évaluation de la législation sur la commercialisation des semences et des plants;
- l'actualisation de la dénomination scientifique des espèces de plantes et des organismes nuisibles visés par les directives du Conseil concernant la commercialisation des semences de plantes fourragères (66/401/CEE), la commercialisation des semences de céréales (66/402/CEE), la commercialisation des semences de betteraves (2002/54/CE), la commercialisation des plants de pommes de terre (2002/56/CE) et la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres (2002/57/CE). Un nouveau projet reprenant les contributions techniques reçues des États membres et de l'OCW a été examiné;
- le programme et les protocoles techniques des essais comparatifs communautaires;
- la présentation de la proposition relative à la future coopération en matière d'examen des dénominations variétales;
- les discussions sur le programme de travail de la Commission pour 2009.

### 12.3. Comité permanent des matériels de multiplication des plantes ornementales

L'OCW a assisté à la seule réunion que ce comité a organisée en 2008. Lors de celle-ci, la Commission européenne a présenté les conclusions d'un groupe de travail sur d'éventuelles modifications de la directive 93/49/CEE de la Commission, tendant notamment à considérer qu'il n'y a pas lieu de demander à la Commission européenne d'élaborer des lignes directrices officielles pour définir la notion d'«effectivement indemnes» d'organismes nuisibles. Il a été recommandé de mettre en place un système d'échange d'informations entre les États membres, notamment en ce qui concerne les nouveaux ravageurs, en utilisant la plate-forme CIRCA. Les participants se sont accordés à dire que les dispositions générales de la directive 98/56/CE apportent des garanties suffisantes quant à l'état sanitaire des matériels de multiplication des plantes ornementales et que la directive 93/49/CEE est devenue superflue et devrait donc être abrogée. Le mandat du groupe de rapporteurs a été élargi en vue de l'élaboration des modalités pratiques de mise en œuvre du système d'échange d'informations.



*Dianthus barbarus*

### 12.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits

La Commission européenne a organisé une réunion de ce comité en 2008, à laquelle l'OCW a participé. L'Office s'est intéressé aux thèmes suivants:

- les éventuelles mesures d'application de la directive 2008/90/CE du Conseil.  
À cet égard, les États membres sont convenus d'accorder la priorité aux mesures d'application prévues par l'article 4 (conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels de multiplication) et l'article 7 (exigences applicables aux variétés: dénomination, enregistrement officiel et notification), et d'examiner dans un deuxième temps les

mesures relatives aux exigences et aux inspections applicables aux fournisseurs puis, ultérieurement, toutes les autres mesures;

- les discussions sur le rapport final relatif aux essais et analyses comparatifs communautaires concernant les matériels de multiplication et les plants de *Malus Mill.*;
- la première discussion sur l'éventuelle adoption d'un système de certification pour les matériels de multiplication de plantes fruitières et les plantes fruitières.

## 12.5. Groupes de travail du Conseil de l'Union européenne

Invité par la DG Santé et consommateurs à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCW a participé à plusieurs instances préparatoires compétentes du Conseil de l'Union européenne.

Tout au long de l'année 2008, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- coordination des réunions de l'UPOV (Conseil, Comité consultatif et Comité administratif et juridique);
- préparation des prochaines réunions de l'OCDE (régimes pour la certification variétale des semences échangées au niveau international);
- échanges commerciaux au niveau international et utilisation de synonymes dans les dénominations variétales [TAD/CA/S(2008)12/Prov];
- révision de la directive 92/34/CEE du Conseil du 28 avril 1992 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.



Tests DHS sur des pommes, France

# 13. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCVV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'ouverture au public de documents détenus par le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 <sup>(1)</sup>. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 bis, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 <sup>(2)</sup>.

L'article 33 *bis* comporte les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- les décisions prises par l'Office sur l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office. Des informations sur ces règles ont aussi été diffusées sur le site internet de l'Office, tout comme l'ont été les formulaires à utiliser pour demander l'accès à un document.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

| Année de réception | Nombre de demandes d'accès reçues | Nombre de refus | Raisons du refus   | Demandes de confirmation |
|--------------------|-----------------------------------|-----------------|--|--------------------------|
| 2004               | 30                                | 6 (partiels)    | Questionnaire technique confidentiel non envoyé  |                          |
| 2005               | 55                                | 2 (partiels)    | Questionnaire technique confidentiel non envoyé  |                          |
| 2006               | 58                                | 6 (partiels)    | Questionnaire technique confidentiel non envoyé  |                          |
| 2007               | 55                                | 17 (partiels)   | Questionnaire technique confidentiel non envoyé/<br>informations d'intérêt commercial non envoyées | 2 (réussies)             |
| 2008               | 57                                | 19 (partiels)   | Questionnaire technique confidentiel non envoyé/<br>informations d'intérêt commercial non envoyées |                          |

<sup>(1)</sup> Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43).

<sup>(2)</sup> Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 245 du 29.9.2003, p. 28).

# 14. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

## 14.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne. Cet article dispose en effet que les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes communautaires.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

## 14.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences communautaires, lequel doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données à caractère personnel au sein des institutions ou agences et fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Celui-ci notifie au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes du Contrôleur.

Par décision du président du 24 avril 2007, un nouveau délégué à la protection des données de l'OCVV a été désigné pour un mandat de deux ans, renouvelable pour une durée n'excédant pas dix ans.

## 14.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2008

Le délégué à la protection des données de l'Office communautaire des variétés végétales a élaboré, pour l'année 2008, un «plan d'action» qu'il a mené à bien dans les domaines suivants:

- Le délégué à la protection des données a élaboré et envoyé au CEPD un inventaire des opérations de traitement effectuées à l'OCVV. Une version actualisée de cet inventaire est envoyée régulièrement au CEPD.
- Le conseil d'administration de l'OCVV a adopté le 13 mars 2008 les modalités d'application du règlement (CE) n° 45/2001.



- Afin de sensibiliser à la protection des données, le délégué à la protection des données a élaboré un «Guide sur la protection des données à l'OCW», qui a été distribué aux membres du personnel de l'Office et envoyé au CEPD pour information.
- Le délégué à la protection des données a créé, sur le site intranet de l'OCW, des pages web consacrées à sa fonction qui sont mises à jour régulièrement. Ces pages comportent les principes de la protection des données, le règlement, les droits des personnes, certains documents relatifs à la protection des données ainsi que le registre des notifications de contrôle préalable.
- Le délégué à la protection des données a élaboré plusieurs communications sur la protection des données qui ont été diffusées sur le site internet et sur l'intranet de l'OCW.

Par ailleurs, le délégué à la protection des données de l'OCW a participé aux 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> réunions des délégués à la protection des données, organisées le 27 février 2008 à Luxembourg et le 26 juin 2008 à Bruxelles par le CEPD et les délégués à la protection des données des autres institutions et agences communautaires.

# 15. PROCÉDURES DE RECOURS DE L'OCVV

## 15.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCVV se compose d'un président et d'un suppléant ainsi que de membres qualifiés.

### 15.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours



P. van der Kooij, président de la Chambre de recours de l'OCVV depuis le 18 décembre 2007

Le président de la Chambre de recours, M. Paul van der Kooij, et son suppléant, M. Timothy Millett, ont été nommés pour un mandat de cinq ans par la décision 2007/858/CE du Conseil du 17 décembre 2007 (JO L 337 du 21.12.2007, p. 105).

### 15.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCVV a, lors de sa session des 14 et 15 mars 2006, adopté la liste des membres qualifiés suivante pour la Chambre de recours de l'OCVV pour une période de cinq années à compter du 23 février 2006.

#### Liste des membres qualifiés pour la période 2006-2011

- |                                |   |
|--------------------------------|---|
| 1. Andersen, Preben Veilstrup  | 27. Mijs, Jan Willem                            |
| 2. Balzanelli, Sergio          | 28. Millett, Timothy                            |
| 3. Barendrecht, Cornelis Joost | 29. Oliviusson, Peter                           |
| 4. Beslier, Stéphane           | 30. Patacho, Rosa Hermelinda Vieira Martins     |
| 5. Bianchi, Pier Giacomo       | 31. Pause, Christof Frank                       |
| 6. Bianchi, Richard            | 32. Perracino, Mauro                            |
| 7. Blouet, Françoise           | 33. Petit-Pigeard, Roland                       |
| 8. Bonne, Sophia               | 34. Pinheiro de Carvalho, Miguel Ângelo Almeida |
| 9. Borrini, Stefano            | 35. Reheul, Dirk                                |
| 10. Bould, Aubrey              | 36. Riechenberg, Kurt                           |
| 11. Bra, Maria                 | 37. Roberts, Timothy Wace                       |
| 12. Brand, Richard             | 38. Rofes I Pujol, Maria Isabel                 |
| 13. Calvache Quesada, David    | 39. Rosa-Perez, José-Manuel                     |
| 14. Chanzá Jordán, Dionisio    | 40. Royon, René                                 |
| 15. Chartier, Philippe         | 41. Rücker, Beate                               |
| 16. Csurös, Zoltán             | 42. Russo, Pietro                               |
| 17. Del Rio Pascual, Amparo    | 43. Santangelo, Enrico                          |
| 18. Gresta, Fabio              | 44. Scott, Elizabeth                            |
| 19. Guiard, Joël               | 45. Siboni, Eugenio                             |
| 20. Guissart, Alain            | 46. Turrise, Rosario Ennio                      |
| 21. Köller, Michael            | 47. Ullrich, Hanns                              |
| 22. Kralik, Andrej             | 48. van der Kooij, Paul A.C.E                   |
| 23. Laurens, François          | 49. van Marrewijk, Nico P.A.                    |
| 24. López-Aranda, José Manuel  | 50. Van Overwalle, Geertrui                     |
| 25. Margellos, Théophile M.    | 51. Veiga da Cruz de Sousa, Pedro António       |
| 26. Menne, Andrea              | 52. Wiesner, Ivo                                |

## 15.2. Décisions de la Chambre de recours en 2008

En 2008, la Chambre de recours s'est réunie à deux reprises: en septembre et en décembre.

### 15.2.1. Recours n° A 011/2007 — «Gasore»

Le 18 septembre 1998, l'Office a reçu une demande de protection de la variété de pomme de terre «Gasore» (demande 1998/1247). Le formulaire de demande mentionnait comme demandeur la firme SPRL BACO (ci-après «BACO») et comme obtenteur d'origine, le Centre de recherches agronomiques de Gembloux, renommé ultérieurement Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W). L'Office a délivré un droit à BACO qui l'a ensuite cédé à M. Marc Bauche.

Le 2 avril 2007, l'Office a annulé la protection de la variété Gasore en raison du non-paiement de la huitième taxe annuelle. Cette décision a été publiée au *Bulletin officiel de l'OCW* le 15 juin 2007. Elle a également été notifiée à M. Marc Bauche mais l'Office se l'est vu retourner. Le 9 juillet 2007, le CRA-W a informé l'Office du décès de M. Bauche.

En date du 17 décembre 2007, l'Office a reçu un recours formé par le CRA-W contre la décision du 2 avril 2007 annulant le droit de protection octroyé pour la variété Gasore.

Pour l'essentiel, le requérant faisait valoir qu'il était le titulaire du titre de protection et que BACO puis M. Bauche n'étaient intervenus qu'en qualité de mandataire. Il estimait donc qu'il aurait dû être informé de la décision d'annulation. Le requérant faisait également valoir que le délai pour former un recours commence à courir à la date où il est informé de la décision contestée. Il estimait en outre que son recours était recevable au titre de l'article 80 (*restitutio in integrum*) et du principe de force majeure.

La Chambre de recours a rejeté le recours. La Chambre a établi que l'obteneur avait cédé son droit de protection communautaire à BACO, qui l'avait à son tour cédé à M. Bauche. C'est donc à juste titre que l'Office a notifié la décision contestée à M. Bauche et non au requérant. Ce dernier n'avait par ailleurs pas formé son recours dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision, ainsi que l'exige l'article 69 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil. La Chambre a ensuite fait observer que, puisque le requérant avait eu connaissance de la décision d'annulation contestée le 23 juillet 2007, il lui restait encore le temps de former un recours dans le délai imposé. Le fait de n'avoir pas formé un recours dans ce délai était imputable à un manque de diligence au sens de l'article 80. La Chambre a conclu que le principe de force majeure n'était pas applicable dans la mesure où l'obteneur n'avait pas pris tous les arrangements nécessaires avec le cessionnaire pour protéger ses intérêts.

### 15.2.2. Recours n° A 009/2008 — «Barberina»

Le 8 décembre 2004, l'OCW a reçu de M. Vicente Barber López une demande de protection communautaire de la variété candidate «Barberina» de l'espèce *citrus L.* En réponse à la question 9 du formulaire de demande, M. Vicente Barber López avait indiqué que la variété avait été commercialisée pour la première fois en 2002, ce qui était contraire au critère de nouveauté imposé par l'article 10 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil. L'Office en a informé le demandeur qui a signalé que l'information initialement fournie n'était pas exacte puisqu'en 2002, la variété «Barberina» avait seulement été mise à la disposition de plusieurs

autorités espagnoles à des fins d'études. Acceptant cette explication, l'Office a délivré un droit de protection communautaire pour la variété «Barberina» le 24 octobre 2005.

En date du 6 décembre 2006, l'Office a reçu de la société espagnole Plantones Certificados S.L. une demande d'annulation en application de l'article 20 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil, pour non-satisfaction du critère de nouveauté dans la mesure où la variété avait été mise à disposition en Espagne à des fins de commercialisation, avec l'accord de l'obteneur, plus d'un an avant la date de dépôt de la demande de protection. Le 7 avril 2008, l'Office a déclaré, par sa décision A6, la protection communautaire de la variété «Barberina» nulle et non avenue, en se fondant principalement sur les statistiques de commercialisation transmises par les autorités espagnoles.

Le 6 juin 2008, l'OCV a reçu un recours formé par M. Vicente Barber López contre sa décision A6. La société Plantones Certificados S.L. a demandé à être partie à la procédure de recours. M. Vicente Barber López a invoqué les moyens suivants à l'appui de son recours: a) inadéquation de la procédure engagée; b) prescription de l'action; c) manipulation, défaut de véracité et falsification des factures présentées par le demandeur; d) doutes quant aux éléments contenus dans les dossiers et certificats délivrés par les organismes officiels chargés du contrôle des plants de pépinières; e) les constituants variétaux mis à la disposition des pouvoirs publics en 2002 ne l'auraient été qu'à des fins expérimentales.

La Chambre de recours a considéré que le recours était recevable mais non fondé, et l'a donc rejeté. La Chambre a en effet conclu, de l'analyse des données relatives à la commercialisation communiquées par les autorités espagnoles, que la variété n'était pas nouvelle à la date du dépôt de la demande de protection.

### 15.2.3. Recours n° A 001/2008 et n° A 002/2008 — «Yuval»

Le 30 janvier 2006, une PCOV a été octroyée pour la variété «Yuval» de fraise (*Fragaria L.*). Le 30 mars 2006, le demandeur, la société Fertiseeds Ltd domiciliée en Israël, a désigné la société néerlandaise Florasale B.V. comme mandataire. Le 16 juillet 2007, le titulaire de la protection n'ayant pas payé la deuxième taxe annuelle malgré l'envoi à son mandataire, par courrier recommandé, de plusieurs rappels qui ont été retournés à l'Office, celui-ci a annulé la PCOV.

Le 14 décembre 2007, l'Office a reçu un acte de recours déposé par Fertiseeds Ltd et huit autres requérants (concessionnaires de Fertiseeds), qui n'étaient plus que trois à la date de réception par l'Office des motifs du recours, le 15 février 2008.

Il a été décidé de scinder ce recours en deux, c'est-à-dire de faire la distinction entre le recours formé par le titulaire de la PCOV et celui formé par les trois concessionnaires.

Les requérants faisaient valoir, pour l'essentiel, qu'il n'était pas juste que l'Office annule la PCOV pour la variété «Yuval» au seul motif que le mandataire avait manqué à ses devoirs, d'autant plus que le non-paiement était dû à une erreur technique. Les requérants faisaient également valoir que l'Office n'aurait pas dû déchoir le titulaire de la PCOV dans la mesure où il avait la liberté de ne pas le faire en application de l'article 21, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil.

La Chambre de recours a rejeté les deux recours comme irrecevables le 4 décembre 2008.

En effet, dans l'affaire n° A 001/2008, le recours formé par Fertiseeds Ltd avait été introduit plus de deux mois après la signification de la décision contestée.

Dans l'affaire n° A 002/2008, l'acte de recours avait été déposé dans les délais mais, afin d'établir si les requérants Shamay Izhar (obtenteur initial de la variété), Yosi Sinai (cultivateur de la variété) et Agrexco Ltd (distributeur de la variété) pouvaient prétendre être directement et individuellement concernés par la décision d'annulation de la décision C 283, le 1<sup>er</sup> septembre 2008, la Chambre de recours avait invité le mandataire, par courrier recommandé avec accusé de réception, à lui transmettre avant la fin de septembre 2008 une copie certifiée conforme de chacun des accords de concession. Les documents n'ayant pas été transmis suffisamment tôt pour permettre à la Chambre ou à l'Office de les étudier avant l'audience, la Chambre a refusé de les prendre en considération en application de l'article 76 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil et a rejeté le recours.

Le texte intégral des décisions est disponible en anglais sur le site internet de l'OCW ou sur demande écrite auprès de l'OCW.

## 15.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2008

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi en cassation devant la Cour de justice.

### 15.3.1. Pourvois formés en 2008

Quatre pourvois ont été formés contre des décisions de la Chambre de recours en 2008:

- i) recours T-133/08 contre la décision n° A 007/2007 de la Chambre de recours (recours contre la décision de l'OCW visant à modifier la description de la variété «Lemon Symphony»);
- ii) recours T-134/08 contre la décision n° A 006/2007 de la Chambre de recours (recours contre la décision de l'OCW relative à la non-déchéance du titre de protection communautaire couvrant la variété «Lemon Symphony»);
- iii) recours T-135/08 contre les décisions n° A 003/2007 et n° A 004/2007 de la Chambre de recours (recours contre la décision de l'OCW relative à l'octroi de la PCOV pour la variété «Gala Schnitzer»);
- iv) recours T-177/08 contre la décision n° A 005/2007 de la Chambre de recours (recours contre la décision de l'OCW rejetant la demande de protection communautaire pour la variété candidate «Sumost 01»).

### 15.3.2. Arrêts du Tribunal de première instance

#### Affaire T-95/06 — «Nadorcott»

L'OCW a octroyé la protection communautaire à la SARL Nador Cott Protection pour la variété Nadorcott de l'espèce *citrus L.* par la décision n° 14111 du 4 octobre 2004. Le 11 février 2005, un recours a été formé par une tierce partie, la Federación de Cooperativas Agrarias de la Comunidad Valenciana (Fecoav), une fédération de coopératives des provinces espagnoles d'Alicante, Castellón et Valence, en vue de l'annulation de cette

décision au motif de l'absence de nouveauté de la variété en cause à la date de l'octroi de la protection communautaire.

Par décision du 8 novembre 2005, la Chambre de recours a rejeté le recours. Estimant qu'il n'avait pas été établi que la Fecoav était directement et individuellement concernée par la décision contestée, la Chambre de recours a rejeté le recours comme étant irrecevable.

Contestant cette décision, la Fecoav a alors déposé un recours devant le Tribunal de première instance en mars 2006.

À l'appui de son recours, la Fecoav invoquait trois arguments. En premier lieu, la Fecoav faisait valoir que la Chambre de recours aurait dû l'informer de son absence de qualité pour agir et qu'elle aurait dû organiser une deuxième audience. En second lieu, la Fecoav faisait valoir que la Chambre de recours avait eu tort de conclure qu'elle n'était pas directement et individuellement concernée par la décision contestée et, en troisième lieu, que la Chambre de recours n'avait pas respecté son obligation de motivation.

Le Tribunal de première instance a rejeté le recours et condamné la Fecoav aux dépens.

#### **Affaire T-187/06 — «Sumcol 01»**

Par décision R 446 du 19 avril 2004, l'Office a rejeté une demande de protection communautaire pour la variété Sumcol 01 de l'espèce *Plectranthus ornatus Codd.*, eu égard à l'absence de caractère distinctif de celle-ci par rapport à la variété de référence. Le demandeur a formé un recours contre cette décision le 11 juin 2004.

La variété de référence avait été transmise à l'office d'examen, le Bundessortenamt (Office fédéral des variétés végétales, Allemagne), par M. van Jaarsveld du jardin botanique de Kirstenbosch (Afrique du Sud). Le requérant faisait principalement valoir que la variété de référence envoyée par M. van Jaarsveld n'était pas notoirement connue puisqu'elle provenait du jardin privé de celui-ci. Le requérant faisait également valoir que les plantes transmises par M. van Jaarsveld correspondaient en fait à la variété Sumcol 01, c'est-à-dire à celle du requérant.

Par décision du 2 mai 2006, la Chambre de recours a conclu que la variété de référence était différente de la variété candidate même si elle ne s'en distinguait pas nettement au sens de l'article 7 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil, qu'elle était notoirement connue et qu'elle ne correspondait pas à la variété Sumcol 01. Un pourvoi a ensuite été formé devant le Tribunal de première instance en date du 18 juillet 2006.

Le Tribunal de première instance a rendu son arrêt le 19 novembre 2008.

Les principaux motifs du recours contre la décision de l'OCW étaient les suivants. Premièrement, la variété de référence dont la variété Sumcol 01 a été jugée ne pas être distincte était en fait la variété Sumcol 01 elle-même. Il était allégué que M. Jaarsveld avait acquis du matériel végétal de la variété Sumcol 01 et qu'il l'avait ensuite envoyé au Bundessortenamt. Le requérant faisait valoir que, même si le Bundessortenamt avait relevé quelques différences mineures entre la variété de référence et la variété candidate au cours de l'examen technique, ces différences étaient dues à des facteurs environnementaux. Il estimait dès lors que l'absence de caractère distinctif ne justifiait pas le refus d'octroyer la protection communautaire à la variété Sumcol 01.

Deuxièmement, même si le Tribunal de première instance concluait que la variété de référence était une variété différente de la variété Sumcol 01, il n'en demeurerait pas moins que la variété de



référence n'était pas notoirement connue au sens de l'article 7 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil puisque les plantes envoyées par M. Jaarsveld provenaient de son jardin privé. Là encore, l'absence de caractère distinctif ne justifiait pas le refus d'octroyer la protection communautaire à la variété Sumcol 01.

Le Tribunal de première instance a rejeté le recours. Il a en effet estimé que les arguments invoqués ne suffisaient pas à remettre en cause l'appréciation de l'OCW, fondée sur les résultats de l'examen technique réalisé par le Bundessortenamt, selon lesquels la variété Sumcol 01 et la variété de référence étaient deux variétés différentes.

Le Tribunal de première instance a également conclu que les informations communiquées par les autorités sud-africaines et par M. van Jaarsveld confirmaient la notoriété de la variété de référence. L'arrêt du Tribunal de première instance revêt une importance fondamentale en ce sens qu'il considère que l'appréciation du caractère distinct d'une variété végétale — un critère essentiel pour l'octroi d'une protection communautaire des obtentions végétales — présente une complexité scientifique et technique susceptible de justifier une limitation de l'étendue du contrôle juridictionnel.

## 15.4. Recours reçus par l'OCV et décisions prises par la Chambre de recours depuis son entrée en fonction

| Nombre de recours<br>reçus par l'OCV | Motifs des recours<br>reçus   | Nombre de décisions<br>prises par la Chambre<br>de recours | Numéro de la décision<br>et date   | Date de publication<br>au <i>Bulletin officiel</i><br>de l'OCV |
|--------------------------------------|---|--|--|--|
| <b>1996</b>                          |   |  |  |  |
| 0                                    | Non applicable (n/a)  | 0  | n/a  | n/a  |
| <b>1997</b>                          |   |  |  |  |
| 2                                    | – Dénomination variétale (1)<br>– Nouveauté (1)   | 0  | n/a  | n/a  |
| <b>1998</b>                          |   |  |  |  |
| 2                                    | – Dénomination variétale (1)<br>– Nouveauté (1)   | 0  | n/a  | n/a  |
| <b>1999</b>                          |   |  |  |  |
| 2                                    | – Distinction (1)<br>– Nouveauté (1)  | 1  | A 2/98 du 14.9.1999  | 15.4.2000  |
| <b>2000</b>                          |   |  |  |  |
| 8                                    | – Distinction (1)<br>– Article 55, paragraphe 4,<br>du RB (*) (3)<br>– Non-paiement<br>des taxes annuelles (4)      | 2  | A 1/99 du 25.1.2000<br><br>A 2/99 du 19.5.2000<br>(décision intérimaire) | 15.4.2000<br><br>15.4.2000                                     |
| <b>2001</b>                          |   |  |  |  |
| 1                                    | Article 8 du RB (1)   | 2  | A 2/00 du 27.3.2001<br>A 4/00 du 6.12.2001                               | 15.6.2001<br>15.4.2002   |
| <b>2002</b>                          |   |  |  |  |
| 35                                   | – Non-paiement<br>des taxes annuelles (25)<br>– Distinction (8)<br>– Article 11 du RB (1)<br>– Article 55 du RB (1) | 1  | A 5/00 du 28.5.2002  | 15.8.2002  |

(\*) RB: règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil].

| Nombre de recours<br>reçus par l'OCVV | Motifs des recours<br>reçus  | Nombre de décisions<br>prises par la Chambre<br>de recours | Numéro de la décision<br>et date   | Date de publication<br>au <i>Bulletin officiel</i><br>de l'OCVV                                       |
|---------------------------------------|--|--|--|---|
| <b>2003</b>                           |  |  |  |   |
| 6                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Article 7 du RB (3)</li> <li>– Article 8 du RB (2)</li> <li>– Article 55 du RB (1)</li> </ul>   | 15   | A 5/02 du 2.4.2003<br>A 1/02-2/02-3/02 du 1.4.2003<br>A 018/2002 du 14.5.2003<br>A 8/02-9/02-10/02-11/02-12/02-13/02 du 15.5.2003<br>A 017/2002 du 3.4.2003<br>A 023/2002 du 8.10.2003<br>A 031/2002 du 8.12.2003<br>A 021/2002 du 9.12.2003 | 15.6.2003<br>15.6.2003<br>15.8.2003<br>15.8.2003<br>15.6.2003<br>15.12.2003<br>15.2.2004<br>15.2.2004 |
| <b>2004</b>                           |  |  |  |   |
| 8                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Article 20 (1)</li> <li>– Non-paiement des taxes annuelles (1)</li> <li>– Distinction (3)</li> <li>– Dénomination variétale (1)</li> <li>– Uniformité (1)</li> <li>– Nouveauté (1)</li> </ul> | 5  | A 003/03 du 4.6.2004<br>A 004/03 du 4.6.2004<br>A 005/03-006/03 du 28.9.2004<br>A 001/2004 du 16.12.2004   | 15.8.2004<br>15.8.2004<br>15.12.2004<br>15.2.2005   |
| <b>2005</b>                           |  |  |  |   |
| 4                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Article 11 du RB (1)</li> <li>– Distinction (2)</li> <li>– Article 10 (1)</li> </ul>  | 4  | A 006/2004 du 15.6.2005<br>A 005/2004 du 16.6.2005<br>A 004/2004 du 18.7.2005<br>A 001/2005 du 8.11.2005   | 15.8.2005<br>15.8.2005<br>15.10.2005<br>15.1.2006   |
| <b>2006</b>                           |  |  |  |   |
| 1                                     | Non-paiement des taxes annuelles (1)   | 3  | A 003/2004 du 2.5.2006<br>A 004/2005 du 13.10.2006<br>A 007/2005 du 7.7.2006   | 15.8.2006<br>15.12.2006<br>15.10.2006   |

| Nombre de recours<br>reçus par l'OCVV | Motifs des recours<br>reçus   | Nombre de décisions<br>prises par la Chambre<br>de recours | Numéro de la décision<br>et date  | Date de publication<br>au <i>Bulletin officiel</i><br>de l'OCVV  |
|---------------------------------------|---|--|---|--|
| <b>2007</b>                           |   |  |   |  |
| 8                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Nouveauté (1)</li> <li>– Non-paiement des taxes annuelles (1)</li> <li>– Article 55, paragraphe 4, du RB (2)</li> <li>– Distinction (1)</li> <li>– Article 20 (1)</li> <li>– Article 21 (1)</li> <li>– Article 87 (1)</li> </ul> | 6  | <ul style="list-style-type: none"> <li>A 001/2007 du 11.9.2007</li> <li>A 003/2007-004/2007 du 21.11.2007</li> <li>A 005/2007 du 4.12.2007</li> <li>A 006/2007 du 4.12.2007</li> <li>A 007/2007 du 4.12.2007</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>15.12.2007</li> <li>15.2.2008</li> <li>15.2.2008</li> <li>15.2.2008</li> <li>15.2.2008</li> </ul> |
| <b>2008</b>                           |   |  |   |  |
| 12                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Non-paiement des taxes annuelles (7)</li> <li>– Article 8 (4)</li> <li>– Article 20 (1)</li> </ul>   | 3  | <ul style="list-style-type: none"> <li>A 011/2007 du 9.9.2008</li> <li>A 009/2008 du 3.12.2008</li> <li>A 001/2008-002/2008 du 4.12.2008</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>15.12.2008</li> <li>À paraître</li> <li>À paraître</li> </ul>                                     |



Office Communautaire des Variétés Végétales

**Rapport annuel 2008**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2009 — 73 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-136-4

doi: 10.2803/244





## **Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?**

### **Publications payantes:**

- sur le site de l'EU Bookshop: <http://bookshop.europa.eu>;
- chez votre libraire, en lui donnant le titre, le nom de l'éditeur et/ou le numéro ISBN;
- en contactant directement un de nos agents de vente.

Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site: <http://bookshop.europa.eu>  
ou par télécopie au numéro suivant: +352 2929-42758.

### **Publications gratuites:**

- sur le site de l'EU Bookshop: <http://bookshop.europa.eu>;
  - auprès des représentations ou délégations de la Commission européenne.
- Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site: <http://ec.europa.eu>  
ou par télécopie au numéro suivant: +352 2929-42758.



**OCVV**

3 bd Maréchal Foch • BP 10121  
49101 Angers Cedex 02 • FRANCE  
Tél. + 33 241256400 • Fax +33 241256410  
cpvo@cpvo.europa.eu • www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за сортовете растения  
Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales  
Odrůdový úřad Společenství  
EF-Sortsmyndigheden  
Gemeinschaftliches Sortenamt  
Ühenduse Sordiamet  
Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών  
Community Plant Variety Office  
Office communautaire des variétés végétales  
Ufficio comunitario delle varietà vegetali  
Kopienas Augu šķirņu birojs  
Bendrijos augalų veislių tarnyba  
Közösségi Növényfajtá-hivatal  
L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti  
Communautair Bureau voor plantenrassen  
Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian  
Instituto Comunitário das Variedades Vegetais  
Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante  
Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín  
Urad Skupnosti za rastlinske sorte  
Yhteisön kasvilajikevirasto  
Gemenskapens växtsortsmyndighet

ISSN 1680-287X • TG-AG-09-001-FRC



Office des publications  
[Publications.europa.eu](http://Publications.europa.eu)

ISBN 978-92-9152-136-4



9 789291 521364